

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 21 – 23 juillet 2026





Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT

SYLLEPSE

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur [Entre les lignes entre les mots](http://Entre%20les%20lignes%20entre%20les%20mots), www.syllepse.net et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Les photos des pages 11, 19, 23, 30, 32, 37, 52 et 66 sont Catherine Le Taxin que nous remercions.

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Ministères de la vérité, négationnisme et propagande	5
<u>Didier Epsztajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein</u>	

ADRESSE N° 21/240

Le pacifisme, fétiche métaphysique et trahison de l'émancipation	7
<u>Marco Norris</u>	

adresses à visiter	8
--------------------	---

ADRESSE N° 21/241

Comment être contre la guerre dans un monde multipolaire ?	14
<u>Frieda Afary</u>	

ADRESSE N° 21/242

Nettoyage ethnique dans l'Ohio... grâce à la Cour suprême	17
<u>Timothy Snyder</u>	

adresses à visiter	27
--------------------	----

ADRESSE N° 21/243

Anti-impérialisme, solidarité et question de société	28
<u>Siyavash Shahabi</u>	

ADRESSE N° 21/244

Xénophobie d'État en Afrique du Sud	33
<u>Déclaration</u>	

ADRESSE N° 21/245

Comprendre la montée de l'afrophobie en Afrique du Sud et comment y faire face	35
<u>Faisal Garba</u>	

ADRESSE N° 21/246

Les travailleuses qui font le sale boulot de l'industrie indonésienne du nickel	39
<u>Sarinah</u>	

ADRESSE N° 21/247

Lettre ouverte à la Conférence internationale contre la guerre
de Londres 42

Snijana Oleksun

ADRESSE N° 21/248

Climat : un appel à la résistance démocratique, sociale et écologique 45

Déclaration

ADRESSE N° 21/249

Éthiopie : une coopérative avicole réhabilite la primauté
du droit d'usage 47

Organisation internationale du travail

ADRESSE N° 21/250

Le droit d'usage contre la spéculation immobilière 49

Entretien avec Enrique Cal

ADRESSE N° 21/251

Réflexions sur la révolution espagnole de 1936 58

Andy Durgan

Ministères de la vérité, négationnisme et propagande

Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

5

Pour ajuster les réalités aux intérêts sociaux et politiques des groupes dirigeants, il leur faut mentir et travestir leurs intérêts particuliers en prétendu intérêt général. Que cela se fasse au nom de Dieu ou de la souveraineté étatique importe peu. C'est ce que font les gouvernements, et plus particulièrement, ceux que nous pourrions nommer illibéraux, dictatoriaux, fascisants ou fascistes.

Les uns diffusent des « *fake news* » à l'image des *Protocoles des Sages de Sion*, faux antisémite publié en Russie et diffusé dans le monde entier, sans internet faut-il le rappeler. Les autres travestissent les réalités pour les faire entrer, tant bien que mal, dans les vêtements étriés de leurs idéologies. C'est dans ce que nous pourrions nommer une novlangue que ces abjections sont popularisées, puis circulent grâce aux algorithmes biaisés des réseaux sociaux. Une novlangue et des institutions, le Corps des Gardiens de la révolution islamique en Iran, les outils d'intoxication de la Russie ; sans oublier l'ICE aux États-Unis, dont Timoth Snyder dresse un portrait édifiant dans son article « Nettoyage ethnique dans l'Ohio... grâce à la Cour suprême¹ ».

Les un-es et les autres construisent du négationnisme historique et de la propagande pour refuser tout débat démocratique, pour nier l'égalité des êtres humains et leur appartenance commune à l'humanité.

Nous avons affaire à des menteurs et des menteuses professionnel·les, pour reprendre un qualificatif, jugé conforme en justice, appliqué à un [négationniste célèbre](#).

Mais tout cela n'est malheureusement ni réservé aux partisans-es du libre marché ou de l'extrême droite, ni aux gouvernements autoritaires. Partout, les politiques néolibérales,

la destruction de la protection sociale, la privatisation de communs, engendrent la pauvreté et la recherche de bouc-émissaires. La montée de la xénophobie et du racisme n'est pas propre aux sociétés dites occidentales².

Chez des « progressistes » des mêmes négationnismes ont été construits. Hier le petit père des peuples et le socialisme dans un seul pays, le pacte germano-soviétique et le partage de la Pologne, l'invasion de pays par l'armée soviétique, les silences et les mensonges sur les tristes réalités des pays dominés par les partis nommés communistes et leurs bureaucraties assassines...

Plus proche de nous, la transformation d'un dictateur syrien en défenseur du peuple ; un régime et ses bandes armées saluées comme front du refus ; la juste dénonciation du génocide palestinien dans le silence des autres en Ukraine, au Myanmar, en Chine ou au Soudan ; les luttes anticoloniales dans l'acceptation de la colonisation marocaine des Sahraoui-es ou des colonisations russe et chinoise ; l'adéquade dénonciation d'un régime d'apartheid opprimant les Palestinien·nes dans le silence (voire l'approbation au nom du relativisme culturel) des apartheidsexuels en Iran et en Afghanistan ; l'invention d'une consultation du peuple d'un [État colonial](#) (France) comme condition de la décolonisation d'un autre (Kanaky)...

Sans oublier les « antifascismes » qui ne disent mot des régimes de Poutine, Modi ou oublient les fascistes religieux et les bandes

1. Adresse n° 21/242, p. 17.

2. Une déclaration « Xénophobie d'État en Afrique du Sud » et un article de Faisal Garba, « Comprendre la montée de l'afrophobie en Afrique du Sud et comment y faire face » illustrent ce phénomène dans un pays hier encore soumis à l'apartheid ([Adresse n° 21/244, p. 33 et 245, p. 35](#)).

armées qui ravagent les droits des populations.

Nous avons publié de nombreux textes depuis le numéro 0 d'*Adresses* sur ces sujets: l'anti-impérialisme des imbéciles, les campismes (stratégique face à l'urgence, nationaliste ou décolonial) pour reprendre des termes de [Amir Kianpour & Morteza Samanpour](#), les alignements de partis ou d'intellectuel·les prétendu·es progressistes sur la défense ou la justification d'alliances mortifères – au nom d'un anti-impérialisme partiel car limité aux États-Unis – tant avec des États qu'avec des groupes opposés aux droits démocratiques de tous et toutes.

Nous poursuivons la publication de textes sur l'anti-impérialisme, sur le pacifisme et des réponses possibles aux guerres menées par des puissances, grandes ou non. En effet, le soutien nécessaire aux peuples d'Iran et d'Ukraine, c'est-à-dire la solidarité internationaliste, nécessite de construire des alliances par-delà les multiples frontières³.

Les tristes silences des un·es et des autres, au nom de conjonctures ou de clientélisme électoraux, les oublis – volontaires ou non – des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par des États ou des bandes armées, l'absence de dénonciation des fournitures d'armes ou du commerce avec les voyous étatiques, tout en refusant d'autres armes aux Ukrainien·nes envahi·es et bombardé·es par la Russie de Poutine, un pacifisme niais mettant sur le même plan les agresseurs et les agressé·es, le mépris pour les résistances concrètes – en particulier des femmes (rappelant la sinistre déclaration «*il n'y a pas mort d'homme*») – la liste est longue, trop longue, des abandons de la solidarité internationaliste concrète.

Les ennemi·es de nos ennemi·es ne sont décidément nos ami·es, les silences de certain·es sont des complicités avec l'ordre des agresseurs, des nouveaux fascismes...

Nous devons soutenir toutes celles et tous ceux, de par le monde, qui s'opposent à leur ministère de la vérité ou leur police de la pensée. C'est aussi cela solidarité internationaliste concrète.

Les luttes de travailleurs ou de travailleuses font rarement la une des médias. Des chaînes industrielles sont mondialisées, les organisations syndicales pourraient être plus attentives aux conséquences désastreuses de l'organisation capitaliste de production. L'industrie du nickel en est un exemple parmi d'autres, comme l'illustre l'article de Sarinah, «*Les travailleuses qui font le sale boulot de l'industrie indonésienne du nickel*»⁴. Quant au changement climatique, sujet de tant de gloses masquant soit le déni soit l'impuissance à s'attaquer à ses racines, trop rares sont les appels unitaires, notamment en ces temps de canicule, comme celui que nous publions et qui à cette force de dessiner un large arc de forces⁵.

Des expériences émancipatrices d'hier et d'aujourd'hui tracent des possibles pour nos colères, nos espérances et nos réflexions. Des coopératives vivent et réhabilitent la primauté du droit d'usage sur le droit privatif de possession lucrative, comme le montre l'Organisation internationale du travail (OIT) qui rend compte d'une expérience éthiopienne⁶. De son côté, Enrique Cal, qui préside la Fédération uruguayenne des coopératives de logements, discute dans un long entretien de la place des coopératives dans la lutte pour l'émancipation sociale⁷.

Contre les mensonges des polices de la vérité, nous pouvons aussi opposer nos mémoires critiques et l'hier qui était un peu le présent. Quatre-vingt-dix ans après, Andy Durgan et ses «*Réflexions sur la révolution espagnole de 1936*»⁸ nous invite à apprendre des expériences et des erreurs en Catalogne et en Espagne.

Bonnes lectures et que volent les cerf-volants de l'espoir

3. Voir dans ce numéro: Marco Norris, «Le pacifisme, fétiche métaphysique et trahison de l'émancipation» ([Adresse n° 21/40, p. 7](#)); Frieda Afary, «Comment être contre la guerre dans un monde multipolaire?» ([Adresse n° 21/241, p. 14](#)); Snijana Oleksun, «Lettre ouverte à la Conférence internationale contre la guerre de Londres» ([Adresse n° 21/247, p. 42](#)); Siyavash Shahabi, «Anti-impérialisme, solidarité et question de société» ([Adresse n° 21/243, p. 28](#)).

4. [Adresse n° 21/246, p. 39](#).

5. «Climat: un appel à la résistance démocratique, sociale et écologique» ([Adresse n° 21/248, p. 45](#)).

6. «Une coopérative avicole réhabilite la primauté du droit d'usage» ([Adresse n° 21/247, p. 42](#)).

7. «Le droit d'usage contre la spéculation immobilière» ([Adresse n° 21/250, p. 49](#)).

8. [Adresse n° 21/251, p. 58](#).

Le pacifisme, fétiche métaphysique et trahison de l'émancipation

Marco Norris

Une partie de la gauche a vidé de son sens le signifiant «paix»; il ne reste plus qu'un mot qui a perdu tout ancrage dans le réel.

En 1920, dans *Young India*, Gandhi a écrit une phrase que ses épigones préfèrent ne pas citer: «Lorsqu'il n'y a d'autre choix que la lâcheté ou la violence, je conseillerais la violence.» Le sens était précis et ne laissait aucune place à l'ambiguïté: la non-violence gandhienne n'était pas une capitulation déguisée en principe. C'était un choix actif, courageux, exigeant, l'exact opposé de la passivité. Celle ou celui qui subit l'oppression sans réagir par peur, par paresse, par calcul, ne pratique pas la non-violence: elle ou il pratique la lâcheté. Et la lâcheté, pour Gandhi, était moralement plus grave que la violence elle-même. Une partie de la gauche contemporaine a fait exactement le contraire: elle a transformé la lâcheté en vertu, l'indolence en principe, la capitulation en posture éthique. Elle l'a fait à travers un outil idéologique qui mérite une analyse spécifique, distincte de la critique plus générale du «campisme» développée ailleurs: le pacifisme en tant que fétiche métaphysique.

Un pas en arrière: du «campisme» au pacifisme

Celles et ceux qui ont déjà pris connaissance de la critique de la logique des blocs, de la sélectivité dans l'application des principes, du remplacement de l'analyse par la liturgie géopolitique qui traverse la gauche européenne, latino-américaine et sud-asiatique – sur laquelle nous avons déjà écrit – savent que cette critique reste nécessaire et doit être approfondie. Mais il y a un aspect qui mérite une analyse autonome, car il ne se réduit pas au «campisme» au sens

strict et le dépasse dans certains contextes: la manière dont le pacifisme – mot d'ordre apparemment inoffensif, voire vertueux – est devenu la forme idéologique la plus sophistiquée et la plus dangereuse à travers laquelle cette capitulation se déguise en principe.

Le problème n'est pas le pacifisme en soi en tant que tradition politique. C'est le pacifisme qui a cessé de rendre compte du réel, vidé, dépouillé [*de-egemonizzato*] – pour reprendre le vocabulaire de Laclau – de tout contenu analytique, réduit à une pure formule rituelle imperméable à la réalité des corps et des décombres. Un pacifisme, en somme, qui a cessé d'être une politique et s'est transformé en métaphysique: en un système de croyances autosuffisantes, fermées sur elles-mêmes, imperméables à toute instance extérieure qui les contredirait. Cette distinction est essentielle, et il vaut la peine de la construire avec soin.

La métaphysique comme refus du réel

Il existe une définition de la métaphysique qui n'appartient pas à la tradition scolastique mais à la critique matérialiste, et qui est la plus utile dans ce contexte: la métaphysique est la pensée qui se soustrait au jugement de l'expérience. C'est la pensée qui a trouvé ses vérités une fois pour toutes et n'a plus besoin que la réalité les confirme, car elle a déjà établi à l'avance comment interpréter tout fait qui les contredirait. C'est, au sens strict, la pensée qui a renoncé à sa fonction critique pour se transformer en système de justification.

Le pacifisme métaphysique fonctionne exactement de cette manière. Il ne raisonne pas à partir des faits – qui attaque qui, avec

quels moyens, dans quel but, avec quelles conséquences sur les corps et les vies des populations concernées.

Il raisonne à partir d'un principe abstrait – la paix est toujours préférable à la guerre, les armes alimentent toujours le conflit, la négociation est toujours possible – et de ce principe, il en déduit ses propres conclusions indépendamment de ce qui se passe. C'est une forme d'idéalisme au sens le plus précis du terme : c'est la réalité qui doit se conformer à l'idée, et non l'idée à la réalité. Lorsque les faits contredisent le principe, ce n'est pas le principe qui est revu : ce sont les faits qui sont réinterprétés, minimisés, insérés dans un cadre qui les neutralise.

Hegel avait déjà identifié cette structure dans sa cible polémique principale : la pensée abstraite qui traite ses concepts comme s'il s'agissait de choses, qui confond la carte avec le territoire, qui confond la pureté de l'idée avec la vérité du monde. Marx avait radicalisé cette critique en montrant que la pensée abstraite n'est jamais innocente – qu'elle a toujours une fonction sociale précise, celle de rendre invisibles les contradictions réelles en les remplaçant par des harmonies conceptuelles. Le pacifisme métaphysique est, de ce point de vue, un idéologisme au sens marxiste le plus classique : il produit l'apparence d'une cohérence morale tout en masquant, objectivement, un choix politique en faveur du plus fort.

Du signifiant plein à la coquille vide

Laclau a montré comment certains signifiants politiques – «paix», «peuple», «justice» – fonctionnent en vertu de leur indétermination relative : suffisamment vides pour rassembler des revendications hétérogènes, suffisamment chargés pour produire des identités collectives. La «paix» du mouvement antinucléaire des années 1980, du pacifisme vietnamien, des grandes marches pour le désarmement était un signifiant qui se remplissait de contenus historiquement situés : antimilitarisme, anticolonialisme, critique structurelle de l'impérialisme, solidarité avec les peuples en lutte. Elle se rangeait du côté des faibles contre les forts, des agresseés contre les agresseurs. Il possédait une articulation hégémonique reconnaissable : il orientait, distinguait, prenait position. Il était,

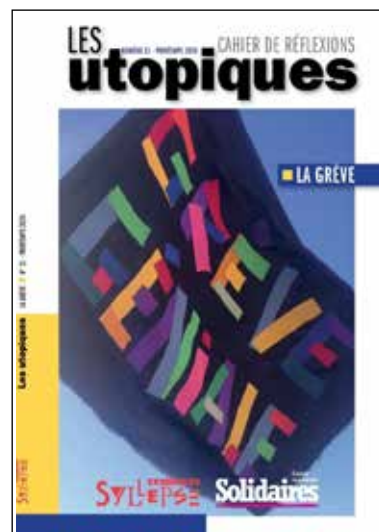
ADRESSES À VISITER

CLIQUEZ SUR LES IMAGES

Rapport publié sur Les Nouvelles News, l'autre genre d'info.



Les Utopiques, les cahiers de réflexions de l'Union syndicale Solidaires.



Trasversales, une revue d'opinion militante et réfléchie, rebelle, pacifiquement combattive.



en un mot, ancré dans la réalité – dans les guerres réelles, les agresseurs réels, les victimes réelles.

Une partie de la gauche contemporaine a opéré un renversement plus radical de ce signifiant. Elle ne s'est pas contentée de le vider de ses déterminations historiques : elle l'a activement détaché des rapports de domination [*de-egemonizzato*], en expulsant un à un les référents qui lui conféraient une orientation politique et un ancrage historique. Adieu l'anticolonialisme, quand l'agresseur est Moscou. Adieu la solidarité avec les peuples en lutte, quand elle perturbe la carte géopolitique. Adieu la critique de l'impérialisme, quand l'impérialisme est considéré comme le « juste ». Ce qui reste, c'est un signifiant qui a perdu tout ancrage dans le réel – qui flotte au-dessus de la réalité sans la toucher, pouvant être invoqué indifféremment face à n'importe quel conflit, quelles que soient les parties, quels qu'en soient les enjeux. Ce n'est plus le signifiant vide au sens productif de Laclau, capable de condenser et de mobiliser, mais vide au sens péjoratif et métaphysique : autoréférentiel, autosuffisant, fermé sur lui-même comme une monade leibnizienne qui n'a pas de fenêtres sur le monde.

Cette opération – et c'est là que réside la différence par rapport au « campisme » explicite – ne nécessite pas forcément un choix de camp conscient. Elle exige seulement d'appliquer le terme « paix » de manière systématiquement asymétrique : en l'exigeant de la part de celle ou de celui qui est agressé, sans l'exiger de la part de l'agresseur ; en l'invoquant comme une fin sans jamais se demander comment elle se produit, à quel prix, sur quels corps. C'est une structure de la pensée magique : il suffit de nommer la paix pour que la paix devienne possible, indépendamment des conditions matérielles qui la rendent impossible.

La structure fétichiste et le détachement du réel

Pour comprendre comment cela est possible – comment on peut invoquer la paix tout en produisant objectivement les conditions de la guerre, comment on peut croire être du côté des victimes tout en garantissant la victoire du bourreau –, il faut un passage théorique qui va au-delà de la critique

de l'erreur politique. Le pacifisme métaphysique n'est pas une erreur : c'est une structure idéologique au sens précis où Marx et Freud, par des voies différentes, l'avaient analysée comme du fétichisme.

Le fétiche n'est pas un objet magique au sens folklorique : c'est un objet qui condense et cristallise une croyance que le sujet ne reconnaît pas comme sienne, qui fonctionne en dessous du niveau de la conscience explicite précisément parce qu'il s'est séparé de la réalité qu'il aurait dû représenter. Le fétichisme de la marchandise, pour Marx, ne réside pas dans le fait que les êtres humains croient naïvement que les marchandises ont une valeur intrinsèque : il réside dans le fait qu'elles et ils se comportent comme si elles ou ils y croyaient même lorsqu'elles et ils savent que c'est faux. La connaissance intellectuelle ne suffit pas à dissoudre le fétiche, car celui-ci n'opère pas au niveau de la connaissance intellectuelle mais au niveau de la pratique, du comportement, du rituel. Le fétiche pacifiste – la « paix » en tant que mot d'ordre autosuffisant, déconnecté de toute analyse des conditions matérielles qui la rendent possible ou impossible – fonctionne exactement de cette manière. Il permet d'agir d'une certaine manière tout en produisant des effets contraires à ceux déclarés, sans que cette contradiction n'apparaisse à la conscience en tant que telle, car le fétiche la recouvre de sa propre luminosité symbolique. Il y a dans cette structure quelque chose qui rappelle ce que Lacan appelait la forclusion, c'est-à-dire le mécanisme par lequel certains contenus ne sont pas refoulés, comme dans le refoulement névrotique, mais radicalement expulsés de l'ordre symbolique, rejetés à un niveau plus profond de la conscience. Le pacifisme métaphysique ne refoule pas la réalité de la guerre, de la violence, de l'agression ; il ne la refoule pas, mais la rend forclosée, l'expulse de son univers symbolique comme si elle ne pouvait exister, comme si le simple fait de la nommer revenait déjà à se contaminer. Il en résulte une pensée qui ne parvient plus à voir ce qu'elle a pourtant sous les yeux, non par aveuglement mais par structure, non par ignorance mais par défense.

Déjà Sartre, dans sa préface aux *Maudits* de la terre de Fanon, avait mis en évidence le mécanisme par lequel l'humanisme

européen se rendait complice de la violence coloniale précisément à travers ses valeurs déclarées: paix, dialogue, gradualisme. L'abstraction humaniste, écrivait Sartre, n'était pas innocente: c'était la manière dont la conscience européenne se protégeait du devoir de voir ce que le colonialisme faisait concrètement aux corps des colonisé-es. Fanon avait radicalisé ce point: la violence de la/du colonisé-e n'est pas la cause du conflit, mais la réponse à une violence structurelle que le langage de la paix se charge systématiquement de rendre invisible, de sublimer en abstraction. Le pacifisme qui demande à l'opprimé-e de déposer les armes avant que l'opresseur ne renonce au pouvoir n'est pas une médiation: c'est un acte politique en faveur de l'opresseur accompli au nom d'une idée qui ne touche pas à la réalité. La formule est restée intacte au fil des décennies: seul le théâtre a changé.

Le banc d'essai: Kyiv, les 13-14 et 23-24 mai 2026

Les catégories théoriques trouvent leur banc d'essai dans la réalité matérielle, et la réalité matérielle ne pardonne pas les abstractions, ne cède pas aux sublimations, ne se laisse pas racheter par la pureté des intentions.

Dans la nuit du 13 au 14 mai 2026, Kyiv et une grande partie du territoire ukrainien ont été frappés par l'un des bombardements les plus massifs depuis le début de la guerre: des dizaines de missiles et des centaines de drones lancés simultanément depuis la Russie. Environ 90 % de ces projectiles ont été abattus par la défense antiaérienne et les systèmes de défense ukrainiens. On comptait quelques dizaines de mort-es. Puis, dans la nuit du 23 au 24 mai – alors que l'auteur de ces lignes était déjà rentré en Italie –, la Russie a encore monté les enchères: 90 missiles et 600 drones de divers types, dont un missile balistique à moyenne portée Oretchnik (lancé depuis Kapouchtine Yar, capable de transporter des ogives nucléaires), deux missiles hypersoniques Kinzhal et trois missiles antinavires hypersoniques Zircon. Ces six derniers vecteurs – les plus avancés de l'arsenal russe – n'ont pas été interceptés: la défense antiaérienne ukrainienne ne dispose pas encore des systèmes nécessaires pour les abattre. Des infrastructures hydrauliques

ont été touchées, un marché a été incendié, des dizaines de bâtiments résidentiels ont été endommagés, des écoles ont été détruites. On continue de dénombrer les mort-es et les blessé-es.

Les 13 et 14 mai, les chiffres avaient déjà parlé d'eux-mêmes: quelques dizaines de mort-es lors d'une attaque de cette ampleur, c'est un chiffre qui crie l'évidence à celles et ceux qui veulent bien l'entendre et ne se réfugient pas dans l'abstraction. Sans ces systèmes d'interception, sans ces armes défensives contre lesquelles une partie de la gauche a tonné pendant des années au nom de la paix, les victimes se seraient comptées par centaines, voire par milliers. Mais les 23 et 24 mai ont apporté un élément supplémentaire: ils ont montré que la défense aérienne, aussi extraordinaire soit-elle, a une limite technologique précise et que la Russie la connaît et l'exploite délibérément. Les Oreshnik, les Kinzhal, les Zircon ont atteint leur cible parce que l'Ukraine ne dispose pas encore des moyens de les abattre. Chaque système défensif refusé, chaque veto imposé au nom de la paix à la fourniture de technologies antimissiles plus avancées, se traduit exactement par ce vide: par ce missile qui atteint sa cible, par cette école détruite, par ce réseau d'adduction d'eau coupé. Celles et ceux qui se trouvaient à Kyiv dans la nuit du 13 au 14 mai, comme moi-même, sous les sirènes, dans le vacarme des interceptions, dans l'odeur âcre de ce qui n'avait pas pu être abattu, savent qu'il existait un lien de causalité direct entre le «pacifisme» de celles et ceux qui voulaient laisser l'Ukraine sans défense et les corps qui n'étaient pas là. Pas métaphorique. Direct. La nuit du 23 au 24 mai a précisé et exacerbé cette leçon: le problème ne réside pas seulement dans la quantité d'armes défensives, mais dans leur qualité. Sans les systèmes capables d'intercepter les vecteurs hypersoniques, même la défense antiaérienne la plus efficace au monde ne suffit pas. La réalité ne se laisse sublimer en aucun principe abstrait: elle ne parle que la seule langue que le fétiche ne parvient pas à traduire, celle des corps et des décombres.

La question n'est pas le cessez-le-feu en tant qu'objectif – qui peut être légitime et souhaitable dans certaines conditions. La question est le refus systématique d'armer

la défense de l'opprimé-e tout en laissant intacte la capacité offensive de l'opprimeur. Cette asymétrie – d'un côté l'agresseur armé, de l'autre l'agressé-e désarmé-e, et le pacifisme métaphysique qui s'oppose à la combler au nom d'un principe qui n'existe que dans son propre esprit – n'est pas de la neutralité. C'est un choix de camp déguisé en abstention, c'est la traduction politique d'un détachement de la réalité qui produit des effets réels et irréversibles.

Et c'est là que le fétichisme métaphysique révèle sa nature la plus paradoxale et la plus féroce : le pacifisme abstrait ne se contente pas de ne pas mettre fin à la violence. Il l'alimente. Chaque système défensif nié au nom de la paix est du carburant concret pour la violence de l'agresseur, c'est un missile de plus qui atteint sa cible, une ville de plus sans lumière, un-e civil-e de plus qui ne survit pas jusqu'à l'aube. L'abstraction qui refuse le réel se transforme en carburant matériel pour la violence concrète. Le paradoxe est dévastateur et irréversible : le pacifisme métaphysique tue plus de personnes qu'il n'en sauve, et il le fait précisément par son imperméabilité à la réalité, par le refus structurel de faire face à ce qui se passe lorsqu'on laisse l'opprimé sans défense.

La tradition qui se renverse sur elle-même

Il y a dans tout cela une ironie amère qu'il convient de nommer avec précision. La tradition de la gauche – de Marx à Rosa Luxemburg, de Gramsci à Fanon, de Sartre à Saïd – s'est construite autour d'un refus radical de l'abstraction comme alibi il n'y a pas de neutralité face à l'oppression, l'abstention est toujours un choix, la pensée qui ne se mesure pas à la réalité est toujours une pensée au service de quelqu'un-e. Brecht le savait lorsqu'il écrivait que le pire n'est pas le mal, mais le silence face au mal. Benjamin le savait lorsqu'il théorisait que tout document de civilisation est aussi un document de barbarie, que la culture n'est jamais innocente, que les idées ont toujours des conséquences matérielles. Gramsci le savait lorsqu'il identifiait dans l'indifférence, dans l'abstention morale déguisée en équidistance, le plus grave des péchés politiques.

Une partie de la gauche contemporaine a renversé cette tradition sur elle-même :



elle a transformé le silence en principe, l'abstraction en cohérence, le détachement de la réalité en pureté morale. Elle a pris le vocabulaire de l'émancipation – paix, dialogue, antimilitarisme – et l'a séparé de la réalité qu'il aurait dû transformer, jusqu'à le faire fonctionner comme un système fermé, autosuffisant, imperméable. Et elle l'a fait à l'échelle mondiale: ce n'est pas une pathologie propre à la gauche européenne ou nord-américaine. En Amérique latine, où le souvenir de l'interventionnisme américain est une blessure historique réelle et non métaphorique, la méfiance envers Washington – légitime à l'origine – s'est cristallisée en un réflexe qui engendre l'abstraction: on invoque la paix pour l'Ukraine avec une intensité inversement proportionnelle à la volonté de regarder ce qui se passe concrètement en Ukraine. Dans certains milieux de la gauche indienne, le pacifisme métaphysique fonctionne comme un écran qui rend invisible l'agression russe en tant que telle, réduite à une variable d'un conflit entre puissances dans lequel la réalité des corps ukrainiens n'entre pas en ligne de compte. Dans les deux cas, le mécanisme est identique: le fétiche de la paix se substitue à l'analyse de la guerre, l'abstraction recouvre le réel, le principe s'immunise contre l'expérience.

Deux dérives, un seul refus du réel

Il convient d'être précis sur les formes que prend ce fétichisme à gauche, car elles ne sont pas identiques et les confondre serait une erreur symétrique à celles que l'on critique, mais qui partagent la même structure métaphysique de fond.

La gauche modérée et sociale-démocrate a tendance à se montrer indulgente envers Israël au nom des valeurs occidentales, de la sécurité régionale, de la solidarité avec la seule démocratie du Moyen-Orient – une formule abstraite qui masque des décennies d'occupation, de colonisation et, aujourd'hui, des opérations militaires que les organisations internationales elles-mêmes qualifient d'extermination. Là encore, l'abstraction – «stabilité», «dialogue», «valeurs partagées» – fait office d'écran qui empêche de voir la réalité des corps palestiniens, des maisons démolies, des infrastructures hydrauliques détruites. Le fétiche, dans cette version, s'appelle «ordre» et possède

la même structure métaphysique que son contraire: un principe qui se justifie lui-même en se soustrayant à la confrontation avec la réalité qu'il engendre.

La gauche radicale «campiste» soutient la cause palestinienne et a raison, sans compromis, sans «mais». La cause palestinienne est juste en soi, par ses propres mérites, par son histoire, par ses preuves matérielles. Mais cette même gauche inscrit cette juste cause dans une logique de blocs géopolitiques qui, en fin de compte, la trahit, et la trahit précisément par le même mécanisme métaphysique qu'elle critique chez son adversaire. Car lorsque cette logique est appliquée à l'Ukraine, elle engendre le silence ou un pacifisme abstrait: l'agresseur est Moscou, Moscou appartient au camp anti-occidental, et donc le peuple ukrainien disparaît, il n'est pas analysé, il n'est pas considéré dans sa réalité concrète, il est dissous dans une catégorie abstraite qui le rend insignifiant. La cause palestinienne n'a pas besoin d'une carte géopolitique pour être juste: elle l'est à partir de la réalité concrète de l'occupation, de la violence, de la spoliation. Lorsqu'on l'abstrait de cette réalité pour en faire une pièce d'un échiquier, on la trahit tout comme l'Ukraine et on trahit surtout le principe qui aurait dû la fonder: l'autodétermination des peuples vaut pour tous les peuples, ou ne vaut pour aucun. Ce n'est pas un principe abstrait: c'est la leçon la plus concrète que l'histoire du 20^e siècle nous ait léguée.

Dans ces deux dérives, la structure est identique: un système de pensée qui s'est refermé sur lui-même, qui a cessé de se confronter à la réalité en tant qu'instance critique, qui utilise les principes non pas pour orienter l'analyse, mais pour s'en immuniser. C'est la métaphysique au sens le plus précis: la pensée qui a trouvé ses vérités une fois pour toutes et n'a plus besoin du monde pour les justifier.

La paix comme conquête, et non comme don

Pour en revenir à Gandhi: sa non-violence n'était pas de l'indifférence face au résultat, ce n'était pas un détachement de la réalité, ce n'était pas un principe qui s'appliquait indépendamment des conditions matérielles. C'était une stratégie politique ancrée dans l'analyse concrète du pouvoir colonial

britannique, de ses structures, de ses dépendances, de ses points de vulnérabilité. Elle supposait la mobilisation, le conflit, le risque personnel, et non la délégation à l'agresseur du pouvoir de déterminer quand et à quelles conditions la violence cesserait. La paix, dans la tradition de l'émancipation, n'est pas une donnée: c'est une conquête. Elle ne découle pas de l'abstraction: elle émerge de la transformation des conditions matérielles qui la rendent impossible, à savoir l'exploitation, la domination, l'impérialisme. L'invoquer comme un principe indépendant de ces conditions, ce n'est pas honorer Gandhi: c'est le trahir en le vidant de ce qui lui conférait sa pertinence politique.

Un pacifisme qui demande à la victime de céder et à l'agresseur de vaincre ne produit pas la paix: il produit la paix des sépulcres, celle que Tacite attribuait aux Romains dans les provinces conquises: «Ils font le désert et l'appellent paix.» L'image tacitienne n'est pas rhétorique: c'est la description la plus précise qui soit de ce que le fétichisme pacifiste contemporain offre à celles et ceux qui ont le malheur de subir une agression de la part d'un sujet géopolitiquement commode pour une partie de la gauche mondiale. Non pas la fin de la guerre, mais la ratification de la défaite, présentée avec le vocabulaire de la vertu, la conscience en paix et les yeux fermés sur la réalité que l'on a choisi de ne pas voir.

Face à l'oppression, on ne peut pas rester les bras croisés. Ne rien faire est déjà un choix de camp, le pire qui soit, car il se présente sous le masque de la paix tout en alimentant, concrètement et matériellement, la violence qu'il prétend vouloir arrêter. Le reconnaître, ce n'est pas renoncer à la paix comme horizon: c'est la seule façon de la prendre au sérieux, en la soustrayant à la métaphysique qui l'a transformée en alibi et en la rendant à la réalité qui attend d'être changée.

Source: [Micromega](#), 26 mai 2026.

Traduction Michel Lanson et Didier Epszajn.

Marco Noris est diplômé en économie et commerce, militant pour le commerce équitable et solidaire, la finance éthique et le microcrédit. Il est membre d'Altra Europa con Tsipras.



Comment être contre la guerre dans un monde multipolaire ?

Frieda Afary

Extraits de l'intervention de Frieda Afary lors d'un webinaire organisé par la [Northeast Los Angeles Alliance for Democracy](#) après l'accord conclu en juin 2026 entre les États-Unis et l'Iran.

Le 28 février, lorsque les États-Unis et l'Iran ont déclenché une nouvelle guerre brutale et destructrice contre l'Iran, semant le chaos dans la région et l'économie mondiale, certain·es s'attendaient à ce que les États-Unis concluent un accord avec une faction de l'armée iranienne (le Corps des gardiens de la révolution islamique, ou CGRI). Personne n'avait toutefois prédit que, près de quatre mois plus tard, les États-Unis lèveraient toutes les restrictions imposées au régime iranien, lui accorderaient un accord lucratif, rompraient avec le gouvernement Netanyahu et se retireraient en pleine déroute.

Examinons quelques détails de cet accord, intitulé « [Mémoire d'entente d'Islamabad entre les États-Unis et la République islamique](#) ».

Il promet « la cessation définitive de toutes les opérations militaires sur tous les fronts, y compris au Liban » ; il « retire ses forces des environs de la République islamique dans un délai de trente jours » ; il lève toutes les sanctions contre l'Iran, débloque les avoirs gelés du gouvernement iranien sans aucune restriction, crée un fonds de 300 milliards de dollars pour la reconstruction de l'Iran avec des licences et des autorisations garanties ; il autorise implicitement l'Iran à percevoir des

droits de transit dans le détroit d'Ormuz au bout de 60 jours, et promet que les États-Unis et l'Iran « s'abstiendront d'interférer dans leurs affaires intérieures respectives ». Il prévoit des négociations à durée indéterminée sur le programme nucléaire iranien et ne fait aucune mention du programme de missiles de l'Iran ni de ses mandataires dans la région.

Il reste bien sûr à voir si Israël respectera un éventuel accord de cessez-le-feu.

Si le cessez-le-feu se maintient, ce serait un soulagement de voir cette guerre marquer une pause pour l'instant, après toutes les souffrances et les destructions endurées par le peuple iranien et les populations de la région, et après toutes les difficultés économiques mondiales. Cependant, d'un point de vue géopolitique, l'accord que les États-Unis ont signé avec l'Iran est un cadeau fait au régime iranien. Il lui donne un nouveau souffle sur les plans économique, politique, militaire et stratégique. De plus, il ne dit rien des violations des droits humains commises par le régime ni des mandataires régionaux de l'Iran qui encouragent la guerre et la destruction dans la région.

Lors de précédentes interventions, j'ai longuement insisté sur la nécessité de s'opposer non seulement à l'impérialisme américain et israélien, mais aussi au gouvernement iranien, qui est un régime brutal, autoritaire, capitaliste d'État, militariste, fondamentaliste religieux et misogyne, lequel, au cours des quarante-sept dernières années, a tué des dizaines de milliers de ses citoyen·nes et est haï par la grande majorité de son propre peuple. L'Iran affiche le taux d'exécutions le plus élevé au monde après la Chine. Ce régime, dirigé par le Corps des gardiens de la

révolution islamique (CGRI), qui constitue la véritable armée iranienne, a semé le chaos au Moyen-Orient par ses interventions militaires impérialistes au Liban, en Irak, en Syrie et au Yémen, et a fourni des missiles et des drones à la Russie dans le cadre de la guerre impérialiste que celle-ci mène contre le peuple ukrainien.

Ce que nous avons constaté avec la dernière guerre au Moyen-Orient, c'est que le gouvernement américain est tout à fait disposé à conclure un accord avec le régime iranien et ne prétend même plus « libérer » le peuple iranien. Tout récemment, il a été révélé qu'avant le déclenchement de la guerre du 28 février par les États-Unis et Israël, les administrations Trump et Netanyahu avaient conclu un accord secret avec l'ancien président iranien Mahmoud Ahmadinejad afin de le porter au pouvoir après l'assassinat du « Guide suprême », l'[ayatollah Khamenei](#). Ahmadinejad est un membre du régime iranien connu pour avoir réprimé le Mouvement vert iranien de 2009 et pour avoir promu la négation de l'Holocauste. Il représente non seulement une autre faction du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) ou de l'armée iranienne, mais aussi tout ce contre quoi les États-Unis et Israël prétendaient lutter. Cela en dit long sur ce que les gouvernements Trump et Netanyahu, ainsi que leurs soutiens monarchistes et du MEK, entendaient par « libération ».

Ce à quoi nous assistons à l'échelle mondiale, c'est la propagation croissante de l'autoritarisme et du fascisme, ainsi que la formation de nouvelles alliances entre les puissances autoritaires et fascistes. Les grandes puissances mondiales telles que les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent pour l'instant le monde en sphères d'influence et tentent de réduire à néant tous les efforts menés sur le terrain par les mouvements de lutte pour la justice sociale et les droits humains, quel que soit le pays concerné : qu'il s'agisse de l'Iran au Moyen-Orient, de l'Ukraine en Europe, de Taïwan en Asie de l'Est, ou encore des luttes pour les droits humains en Amérique latine, en Afrique et ailleurs. Au Moyen-Orient et en Asie du Sud, les puissances impérialistes régionales créent également de nouveaux blocs d'alliances, comme récemment avec, d'un côté,



l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie, et de l'autre, les Émirats arabes unis, l'Inde et Israël.

Se ranger aux côtés des progressistes de chaque pays

Dans ce contexte, il est plus important que jamais que les activistes antiguerre adoptent une vision globale et se rangent aux côtés des luttes pour les droits humains et des forces progressistes au sein de chaque pays.

En Iran, ces forces progressistes sont les suivantes :

1. Les militantes féministes des droits humains emprisonnées ou en liberté conditionnelle, telles que Nasrin Sotoudeh, Narges Mohammadi et Pakhshan Azizi, une féministe kurde passible de la peine de mort.
2. Les activistes kurdes et issu·es d'autres minorités nationale·es, ou en liberté, qui s'opposent à la fois au régime et à diverses puissances impérialistes.
3. Les syndicalistes emprisonné·es, notamment les membres du syndicat des enseignant·es.
4. Les étudiant·es et intellectuel·les, dont beaucoup ont réclamé un système éducatif exempt de dogmes et de fondamentalisme religieux.

Une opposition de principe à la guerre exige également la fin de l'aide militaire américaine à Israël, l'opposition à l'occupation par Israël des territoires palestiniens, et le soutien aux Palestinien·nes et aux Juifs/Juives israélien·nes qui croient en la coexistence

pacifique des deux peuples au sein d'une démocratie laïque, que ce soit dans un seul État ou dans deux États.

N'oublions pas non plus la solidarité avec les militantes afghanes des droits des femmes, qui comptent parmi les forces progressistes les plus courageuses de la région du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Depuis le retrait américain en 2021, après vingt ans d'occupation impérialiste de l'Afghanistan, les talibans sont revenus au pouvoir. Ils ont contraint les femmes à quitter l'école après la sixième et à se retirer de presque tous les emplois. Ils ne veulent pas que les femmes sortent dans la rue, même entièrement voilées et accompagnées d'hommes. Il y a deux semaines, des manifestations de femmes et d'hommes contre la dictature misogyne et fondamentaliste religieuse des talibans ont éclaté dans la province de Heart. Elles ont besoin de notre soutien.

Sur le plan intérieur américain, on observe une opposition populaire croissante à la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran et le peuple palestinien. Cependant, on ne peut pas partir du principe que cette opposition qui émerge aujourd'hui de la base prendra une orientation progressiste. Le fascisme, sous la forme du mouvement MAGA, dispose toujours d'une base populaire très solide aux États-Unis. Divers·es dirigeant·es et commentateur·trices fascistes, tels que Marjorie Taylor Green et Tucker Carlson, tentent d'orienter le mécontentement de masse suscité par cette guerre vers l'antisémitisme et de présenter la simple opposition aux actions de Trump comme un signe de dérangement. Elles et ils défendent également l'invasion impérialiste de l'Ukraine par Poutine et soutiennent l'extrême droite européenne. Elles et ils continuent de promouvoir la haine anti-immigrés·e, la misogynie, ainsi que le nationalisme extrémiste et le racisme de l'«America First».

Pour les activistes antiguerre aux États-Unis, une opposition de principe à la guerre exige de s'attaquer aux guerres à l'étranger et sur le territoire national, ainsi qu'à leurs causes structurelles. Les conditions de travail capitalistes aliénantes que subit la majorité de la population américaine, la désinformation véhiculée par les monopoles des géants de la tech, l'histoire de l'esclavage et du racisme anti-Noir·es aux États-Unis, ainsi que le

recul des acquis des femmes et de la communauté LGBT ont tous rendu nombre d'Américain·es plus vulnérables à la démagogie fasciste et autoritaire. La tendance capitaliste à une concentration et une centralisation croissantes du capital entre les mains d'un petit nombre d'entités et d'États conduit à une concurrence mondiale destructrice et à des guerres.

Pour que l'opposition à la guerre aux États-Unis évolue dans une direction constructive, les progressistes doivent se pencher sur ces questions, proposer des analyses globales et holistiques qui s'opposent à toutes les puissances impérialistes, et articuler une opposition humaniste au capitalisme, au racisme, au sexisme et à la violence de genre.

Source : *New Politics*, 21 juin 2026. Traduit par DE. Les intertitres sont de la rédaction d'Adresses.

Frieda Afary est irano-américaine. Traductrice, elle a publié *Socialist Feminism: A New Approach* (Pluto Press, 2022). Elle publie un blog consacré à l'Iran, *Iranian Progressives in Translation*.

Frieda Afary dans Adresses

«Droits des femmes, contradictions de classe, fondamentalisme islamique et erreurs de la gauche», n° 1/10.

«La rébellion iranienne, le rôle de la Russie et la responsabilité des intellectuels», n° 1/11.

«Fascism or not fascism?», n° 9/82.

«Nous avons besoin d'une alternative humaniste au capitalisme», n° 16/180.

«La guerre contre l'Iran: quelle approche pour une gauche socialiste attachée à ses principes?», n° 19/215.

Frieda Afary dans Entre les lignes entre les mots

«Les syndicats iraniens dans les mobilisations»

«L'Iran manifeste contre le hijab obligatoire et la violence d'État»

«Femme, vie, liberté: les origines du soulèvement en Iran» (avec Kevin Anderson)

Nettoyage ethnique dans l'Ohio... grâce à la Cour suprême

Timothy Snyder

17

Dans les écoles et les églises de Springfield, dans l'Ohio, on se prépare à nouveau à la hâte à une «grande expulsion» d'Haïtien·nes promise par le président.

En février dernier, lorsque j'ai écrit pour la première fois sur ce sujet, la ville était au bord d'un nettoyage ethnique orchestré par le gouvernement fédéral, fondé sur une campagne de haine organisée par le vice-président et des nazis américains, dans le contexte des propos racistes tenus par le président. L'expulsion avait été suspendue en février par un tribunal de district, au motif tout à fait fondé que la décision de les expulser était fondée sur la race. Ce nettoyage ethnique vient désormais d'être entériné par la Cour suprême.

Devant le tribunal de district et la Cour suprême, les plaignant·es haïtien·nes ont fait valoir, en s'appuyant sur de nombreuses preuves, que la race était l'un des facteurs déterminants de la décision du pouvoir exécutif de mettre fin au statut de protection qui leur permettait de rester aux États-Unis. La majorité de la Cour suprême a simplement choisi, dans un arrêt ouvertement contraire aux faits, d'imaginer que ce qui était manifestement raciste ne l'était peut-être pas, et que les motivations évidentes du président et de son administration «auraient pu» être différentes de ce qu'elles étaient.

Le langage de l'annihilation

Les mensonges des puissants font souvent partie intégrante d'une campagne de nettoyage ethnique.

La majorité de la Cour suprême a insisté à juste titre sur le fait qu'une décision relative à l'égalité de protection dépend du «contexte». Le contexte recouvre deux

aspects: le contexte lexical, c'est-à-dire les mots qui ont été effectivement prononcés par les acteurs/actrices concerné·es au sujet de la question en jeu; et le contexte historique, c'est-à-dire les événements au cours desquels ou à propos desquels ces mots ont été prononcés. Ces deux aspects mettent en évidence la motivation raciale du pouvoir exécutif. Tous deux ont été ignorés par la majorité [de la Cour].

Les plaignant·es haïtien·nes ont attiré l'attention sur les déclarations suivantes du président (citées par une minorité [de la Cour] dans un avis dissident). Les Haïtien·nes «mangent les chiens... Elles et ils mangent les chats. Elles et ils mangent... elles et ils mangent les animaux de compagnie des personnes qui vivent (à Springfield, dans l'Ohio)». Les Haïtien·nes mangent également, a affirmé le président, «d'autres choses qu'elles ou ils ne sont pas censés manger». Les Haïtien·nes aux États-Unis, a-t-il déclaré, «ont probablement le sida». Haïti est un «pays de merde», qui est «crasseux, sale (et) dégoûtant». L'immigration haïtienne est «comme un souhait de mort pour notre pays». Les Haïtien·nes «empoisonnent le sang» de l'Amérique.

Ce contexte lexical aurait dû suffire amplement à démontrer que la race était l'un des facteurs motivants.

Le contexte historique, que la Cour suprême a également ignoré, met en lumière une campagne très spécifique menée contre les Haïtien·nes de Springfield, dans l'Ohio, lancée par JD Vance, des nazis américains et Donald Trump.

Au cours de la dernière campagne présidentielle, JD Vance, alors candidat à la vice-présidence, a placé les Haïtien·nes de

Springfield au centre de l'attention nationale. Le statut de protection temporaire avait été accordé aux Haïtien·nes non citoyen·es aux États-Unis après un tremblement de terre en Haïti qui avait fait plus de 200 000 victimes; il avait été prolongé après l'assassinat du président haïtien. Cela a permis à au moins dix mille Haïtien·nes de s'installer à Springfield, une petite ville située entre Dayton et Columbus, et d'y travailler. Vance a entendu parler des Haïtien·nes de Springfield par un responsable municipal qui souhaitait obtenir une aide fédérale pour le logement. Il a transformé une demande raisonnable en une croisade raciste. Selon ses propres termes, il a inventé une histoire.

Dans un discours prononcé le 10 juillet 2024, Vance a affirmé que «Springfield, dans l'Ohio, était submergée» par les immigré·es haïtien·nes. Bien qu'il y ait certes eu des tensions autour des écoles et du logement, rien ne justifiait un tel jugement. Vance est originaire de l'Ohio; il ne lui aurait pas été difficile de se rendre compte que Springfield connaissait une situation économique meilleure que jamais auparavant de son vivant. Au cours des mois qui ont suivi, il est revenu à maintes reprises sur ce thème, publiant un certain nombre d'allégations incendiaires concernant les Haïtien·nes de Springfield, dont aucune n'était vraie. Comme nous le verrons, l'objectif de Vance n'était pas tant de faire figurer des mensonges isolés dans les archives; il s'agissait plutôt de créer un récit qui s'auto-alimente, dans lequel un lieu réel et ses habitant·es réel·les pouvaient devenir la matière première d'une réalité nazie alternative – j'utilise ce terme à bon escient. Vance a bénéficié d'une aide pour développer son thème, et ses principaux complices étaient des nazis. Toute cette histoire figure dans les archives publiques; le fait que la Cour suprême l'ait ignorée ne la fait pas disparaître.

Blood Tribe et «crimes rituels»

Selon les critères étasuniens, les Haïtien·nes sont noir·es; et le groupe américain Blood Tribe [la tribu du sang] est composé de nazis suprémacistes blancs obsédés par le sang. Après le discours de Vance, Blood Tribe a suivi le mouvement. Au cours des deux années précédentes, Blood Tribe avait défilé dans d'autres villes, portant des

masques, des uniformes distinctifs et brandissant des banderoles ornées de croix gammées. Ces défilés étaient indéniablement nazis. Le discours de Vance a attiré l'attention de Blood Tribe sur Springfield, dans l'Ohio. Le 10 août 2024, des membres de Blood Tribe ont mené leur spectacle habituel dans le centre-ville, deux d'entre eux portant des banderoles ornées de croix gammées et deux autres brandissant des fusils automatiques. Le maire Rob Rue a qualifié cette manifestation de «tentative de perturber notre communauté par un groupe haineux venu de l'extérieur». La Blood Tribe a répondu sur les réseaux sociaux: «Nous avons entendu dire que vous aviez un vrai problème avec les Haïtiens.»

Et de qui avaient-ils «entendu» cela? De JD Vance. Il convient de noter que le maire Rue (républicain) ainsi que le gouverneur de l'Ohio Mike Dewine (également républicain) ont nié que les Haïtien·nes constituaient un problème, les décrivant comme des travailleur·euses acharné·es qui avaient contribué à l'essor de l'économie locale. Mais Vance ne s'intéressait pas à la réalité locale; il cherchait à la modifier en introduisant délibérément des fictions. Ses mensonges ont engendré d'autres mensonges, et ces mensonges ont engendré la haine.

Plus tard, au mois d'août 2024, un influenceur local (selon ses propres dires) de Springfield, Anthony Harris, a assisté à une réunion de la commission municipale de Springfield. Il a affirmé que des Haïtien·nes «renversaient des voitures en plein milieu de la rue», ce qui n'était pas le cas. Il a ensuite ajouté une nouvelle touche pittoresque à l'image que Vance donnait d'un Springfield «submergé» par les réfugié·es. Il a affirmé que des Haïtien·nes se rendaient dans les parcs de Springfield, attrapaient des canards par le cou, leur coupaient la tête, puis dévoraient les oiseaux décapités. C'était faux, mais cela évoquait bien sûr l'image d'un «autre» barbare. Le mensonge de Vance a engendré d'autres mensonges, qu'il s'est ensuite chargé de propager lui-même.

Cinq membres de la Blood Tribe ont également assisté à cette même réunion de la commission municipale du 27 août. L'un des nazis, Drake Berentz, s'est levé pour déclarer:

Je viens vous adresser un avertissement. Arrêtez ce que vous faites avant qu'il ne

soit trop tard. La criminalité et la sauvagerie ne feront qu'augmenter avec chaque Haïtien·ne que vous faites venir.

Les Haïtien·nes vivent à Springfield depuis des années. La seule nouveauté était que Vance avait attiré l'attention sur cette communauté. Après la réunion de la commission municipale, la Blood Tribe s'est tournée vers Internet pour répandre le mensonge selon lequel «les Haïtien·nes mangent les canards des parcs de la ville».

Cette affaire de prétendus mauvais traitements infligés à des animaux allait prendre une importance considérable. Un mois plus tard, une version de cette histoire allait être relayée auprès de dizaines de millions de personnes par un ancien (et futur) président des États-Unis, Donald Trump, qui allait utiliser ce récit de barbarie pour justifier une «vaste opération d'expulsion». Tout a commencé avec Vance, s'est propagé par l'intermédiaire des nazis, a atteint Trump, et a fini par définir la politique.

La question de savoir qui est humain et qui ne l'est pas peut être définie par rapport aux animaux. Dans une société essentiellement rurale, affirmer que des personnes sont des bêtes revient à suggérer qu'elles peuvent être abattues. Dans un contexte urbain ou périurbain, où les animaux sont des compagnons, l'idée que d'autres maltraitent les animaux peut être le signe qu'elles ou ils ne sont pas comme nous, qu'elles ou ils sont des barbares, qu'elles ou ils ne sont pas pleinement humains. Parmi les nombreuses autres mesures répressives qui s'intensifiaient, les Juifs/Juives de l'Allemagne nazie n'avaient pas le droit de garder d'animaux de compagnie chez elles et eux. Aux États-Unis, l'insulte consistant à accuser quelqu'un·e de manger des animaux de compagnie a traditionnellement été adressée aux Asiatiques. L'idée selon laquelle les Noir·es mangent les mauvaises choses de la mauvaise manière est un pilier du racisme américain.

Début septembre 2024, une habitante de Springfield a publié un message sur Facebook au sujet d'un chat disparu. Elle avait entendu dire par quelqu'un – qui l'avait elle même entendu de quelqu'un d'autre et ainsi de suite – qu'un chat avait été enlevé et mangé par des Haïtien·nes. Cette histoire rapportée de quatrième main n'avait aucun fondement. Mais une fois en ligne,



elle pouvait être exploitée, et elle l'a été. Le compte X @EndWokeness, proche des milieux fascistes, a publié un message affirmant que «les canards et les animaux de compagnie disparaissent», accompagné d'une capture d'écran de la publication sur le chat et d'une photo d'un homme tenant une oie du Canada. La photo avait été prise dans une autre ville, et l'homme apparaissant sur l'image s'est plaint que son image était utilisée dans une campagne de mensonges. Cette idée sans fondement selon laquelle les Haïtien·nes maltraietaient ou tuaient des animaux, diffusée pour les faire passer pour des barbares, a ensuite été rapidement relayée par des figures de proue de l'extrême droite telles que Charlie Kirk et Elon Musk.

Lorsque Vance a ensuite publié un message sur les Haïtien·nes le 9 septembre 2024, deux mois après son premier discours, la boucle était bouclée. Il avait attiré l'attention sur Springfield, y compris celle des nazis. Cela a conduit à la représentation des Haïtien·nes comme des criminel·les et des barbares, d'abord par les nazis qu'il avait attirés à Springfield, puis par des influenceurs d'extrême droite sur Internet. Vance reprenait désormais ces allégations spécifiques, auxquelles il avait lui-même donné l'impulsion générale, comme preuve que sa calomnie initiale était fondée. «Des rapports montrent désormais», écrivait-il, «que des personnes se sont fait enlever leurs animaux de compagnie, qui ont ensuite été mangés par des personnes qui n'auraient pas dû se trouver dans ce pays».

Il n'y a eu aucun témoignage de ce genre; il n'y a eu que la campagne d'agression manifestement raciste que Vance lui-même avait lancée. Le fait de «manger des chats» est alors devenu un sujet de prédilection parmi les élu·es républicain·es nationaux. Souvent, cela prenait un ton plaisant, avec des memes sur les chats. Cette légèreté est une tactique de l'extrême droite en ligne: même lorsque nous rabaissons les autres et leur refusons leur humanité, tout cela n'est en quelque sorte qu'une blague. Mais bien sûr, les conséquences sont bien réelles: un·e défenseur·e de la communauté haïtienne a été harcelé·e à la suite de la publication de Vance.

Ce n'était que le début. La réalité alternative que Vance et les nazis avaient co-créée

s'infiltrait dans le monde réel. Le lendemain avait lieu le débat présidentiel entre Donald Trump, alors candidat républicain, et Kamala Harris, la candidate démocrate.

Sur la scène de Philadelphie, le 10 septembre 2024, devant un public national de 67 millions de téléspectateurs/téléspectatrices, Trump a ouvert le débat en tenant des propos racistes à l'encontre des Haïtien·nes de Springfield: «À Springfield, elles et ils mangent les chiens; les gens qui sont arrivés là-bas mangent les chats. Elles et ils mangent, elles et ils mangent les animaux de compagnie des personnes qui vivent là-bas, et c'est ce qui se passe dans notre pays, et c'est une honte.» L'un·e des modérateurs/modératrice a fait remarquer qu'il n'existait aucune preuve étayant une telle affirmation. Trump a alors répondu qu'il avait vu «des gens à la télévision» se plaindre que leurs chiens avaient été mangés. Aucun reportage télévisé de ce type n'a été diffusé.

La réalité alternative comme méthode de gouvernement

À l'issue du débat, Vance a révélé qu'il avait menti délibérément: il avait affirmé une fausse information dans le but de propager des mensonges encore plus gros (une catastrophe générale). Il a en substance admis à un journaliste que l'histoire des chats et des chiens n'était pas vraie, mais que «quoi qu'il en soit», il était légitime de propager un mensonge car cela attirait l'attention sur le «carnage» général à Springfield, dont il n'y avait bien sûr aucune trace. Pour Vance, les petits mensonges sont acceptables lorsqu'ils contribuent à construire un grand mensonge. La position de Vance pourrait se résumer ainsi: «Là où il y a de la fumée que j'ai inventée, il doit aussi y avoir un feu que j'ai également inventé.» Dans d'autres contextes, Vance s'est montré plus précis que le simple terme de «carnage», affirmant une augmentation des taux de maladie et de criminalité. Toutes ces affirmations étaient également sans fondement et fausses.

Une réalité alternative fallacieuse, construite à partir de marches nazies, de memes Internet et des mensonges de Vance et de Trump, a été consciemment créée et diffusée. Le lendemain du débat présidentiel, le chef du groupe nazi Blood Tribe a, comme on pouvait s'y attendre, crié victoire,

exprimant sa fierté que Blood Tribe ait « propulsé Springfield dans la conscience collective ». Ce que les nazis, Vance et Trump ont dit à ce moment-là au sujet des Haïtien·nes fait partie du contexte lexical que la majorité de la Cour suprême a invoqué pour mieux l'ignorer. Cela fait également partie du contexte historique dont leur décision fait désormais partie. En ignorant toute cette histoire, la majorité [de la Cour] a orienté l'histoire dans une certaine direction : vers le nettoyage ethnique.

À cette époque, à l'automne 2024, les responsables politiques de l'Ohio ont bel et bien fait un effort pour défendre la vérité. Le gouverneur Mike DeWine a pris la parole pour contrer les mensonges répandus par Vance et d'autres. DeWine a reconnu les défis bien réels posés par l'immigration massive dans les écoles et le logement, et a présenté les mesures prises au niveau de l'État pour y remédier. Il a qualifié les immigré·es haïtien·nes d'« influence positive ». Il a précisé : « Les personnes qui veulent travailler, celles et ceux qui accordent de l'importance à leurs enfants, qui accordent de l'importance à l'éducation, vous savez, ce sont des influences positives pour notre communauté à Springfield, et tout commentaire allant dans le sens contraire est, je pense, blessant et ne rend pas service à la ville de Springfield ni à ses habitant·es. » Mike DeWine, qui est né à Springfield, savait de quoi il parlait. Mais il ne touchait que quelques milliers de personnes. Les réseaux sociaux avaient touché des millions de personnes, Trump des dizaines de millions. Le mal était fait. L'événement historique que la majorité de la Cour suprême avait choisi d'ignorer complètement était en marche.

La propagande de Vance, inspirée par le nazisme, avait triomphé. Et une victoire propagandiste de ce type, impliquant des allégations dégradantes sur la criminalité, la barbarie et la maladie, peut mener directement à des menaces et à la violence. Deux jours après le débat présidentiel, Blood Tribe a divulgué les informations personnelles d'habitant·es de Springfield, tandis que plusieurs bâtiments publics de la ville ont dû être fermés en raison d'alertes à la bombe, dont au moins une comportait des propos haineux à l'encontre des Haïtien·nes. Le lendemain, le 13 septembre 2024, trois écoles

de Springfield ont dû fermer leurs portes à la suite d'alertes à la bombe. Au milieu du chaos qu'il avait lui-même semé, Vance a rejeté la faute sur les immigré·es et Kamala Harris.

Après avoir créé le problème, Trump et Vance avaient une « solution ». Le même jour, Trump a affirmé que les immigré·es avaient « détruit » Springfield et a promis que, s'il devenait président, il ordonnerait une purge ethnique de la ville : « Je peux vous le dire, nous procéderons à des expulsions massives depuis Springfield, dans l'Ohio – des expulsions massives. Nous allons nous débarrasser de ces gens. » Les propos de Trump étaient aussi magnétiques que ceux de Vance : le 28 septembre, les nazis de la Blood Tribe sont revenus à Springfield, brandissant cette fois un drapeau à croix gammée devant la maison du maire. Trump a annoncé en septembre 2024 ce qui allait en fait devenir sa politique, et à ce moment historique, il était absolument clair qu'elle reposait sur un fantasme raciste et une émotion raciste. La majorité de la Cour suprême a ignoré cet ensemble de faits évidents et connus.

Et, bien sûr, ce genre de faits, observables aux États-Unis en 2024, s'inscrivent eux-mêmes dans un contexte historique plus large, celui de la préparation rhétorique au nettoyage ethnique. Le mensonge de Trump et Vance selon lequel la ville avait été « détruite », la notion de « carnage », la déshumanisation des immigré·es – tout cela donne l'impression que l'action de nettoyage ethnique qu'ils promettaient serait une réponse à quelque chose, plutôt qu'un simple choix d'exercer la violence d'État contre un ennemi racial inventé de toutes pièces. Ces revirements sont très importants. Il est essentiel d'y réfléchir attentivement.

Tout d'abord, Vance a déclaré que la campagne de propagande nazie qu'il avait lui-même inspirée constituait une preuve factuelle. Un chaos mental a été créé là où il n'y en avait pas auparavant. Et ce chaos mental devient ensuite la justification d'un chaos physique : les « expulsions massives » de Trump, les rafles de l'ICE désormais autorisées par la Cour suprême, qui, en réalité, ruineraient une économie locale en voie d'amélioration.

Et une fois ce chaos physique instauré, on en attribuera la responsabilité aux immigré·es

qui ne sont plus là. Tout cela s'est déjà en grande partie produit. Un seuil décisif, que la Cour suprême vient d'autoriser le président à franchir, est le recours à la violence d'État. À ce stade, pour ainsi dire, le mensonge est censé devenir «vérité».

Hitler a donné des consignes de propagande très précises dans *Mein Kampf*: un dirigeant nazi doit proférer un mensonge si énorme que son peuple ne puisse accepter d'avoir été trompé à une telle échelle. Et c'est là une logique, pour celles et ceux qui sont prédisposé-es à croire un menteur de l'envergure de Vance et à accepter que la violence était justifiée. D'autres, celles et ceux qui ne font pas confiance à Vance, pourraient encore avoir du mal à croire que leur propre gouvernement, aussi peu fiable soit-il, soit réellement sur le point de mener une opération de nettoyage ethnique simplement parce que des nazis défilent et que le vice-président envoie des messages. C'est pourtant là l'origine de cette politique; et en l'ignorant, la Cour suprême participe à ce qui va suivre.

Mais si nous perdons du temps à rester incrédules face à l'horreur des manœuvres de Vance et de Trump, ainsi qu'à la fausse naïveté et à la politique guindée de la Cour suprême, nous risquons de nous rendre complices. Une fois qu'un grand mensonge a conduit à la violence, une violence dans laquelle nous sommes impliqué-es puisqu'il s'agit de notre gouvernement, il devient plus difficile de nier les mensonges initiaux – nous ne voulons pas penser que nous sommes complices d'un acte de terrorisme d'État qui ne reposait absolument sur rien d'autre que les mensonges de Vance et les marches nazies. C'est pourquoi une forme de résistance aujourd'hui, même si elle n'est pas totalement efficace, est très importante non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan éthique.

Une réponse à un gros mensonge, à la réalité alternative nazie, réside dans les petites vérités. Lorsque je me suis rendu dans l'Ohio en octobre 2024, après le débat présidentiel, puis à nouveau en octobre 2025, on m'a dit que le récit imposé par Vance et Trump à Springfield était irritant et erroné. Certes, Springfield avait des problèmes, comme la plupart des villes de mon État d'origine. Mais lorsque je m'y suis arrêté en octobre dernier,

mes impressions correspondaient à ce que le gouverneur de l'Ohio n'a cessé de dire. La ville, que je connais depuis mon enfance, est clairement en plein essor.

Quand j'ai grandi dans la région, Springfield était un endroit bien plus difficile qu'aujourd'hui. À la fin de mon collège, en 1983, *Newsweek* avait consacré un numéro entier à Springfield, une étude de cas tout en douleur sur le déclin du rêve américain. Quand j'étais au lycée, la ville comptait (encore) deux lycées, et donc deux équipes de football américain, ce qui m'a amené à m'y rendre plusieurs fois (pour assister aux matchs). C'était une ville compliquée. La situation s'est aggravée dans les années 1990, lorsque le principal employeur local, International Harvester, a réduit sa production, et que l'industrie de la ville voisine de Dayton a également connu un déclin. Entre 1999 et 2014, le revenu médian à Springfield a baissé plus fortement que dans n'importe quelle autre agglomération du pays. En 2012, Springfield s'est elle-même classée comme la ville la plus malheureuse du pays et, en 2016, elle a été présentée dans les médias nationaux comme le point le plus bas de la trajectoire de la «Rust Belt». Mais la ville s'est présentée comme un lieu propice aux affaires, et en 2017, un grand fabricant japonais de pièces automobiles s'y est installé. Et soudain, il y avait plus d'emplois que de personnes à la recherche d'un emploi. Très vite, les Haïtien·nes, qui pouvaient travailler légalement, ont commencé à affluer.

Dans les années 2020, la ville s'est visiblement améliorée. Le centre-ville, qui était presque tombé dans l'obscurité, est désormais bien plus lumineux et fonctionnel: le musée d'art et le musée du patrimoine restent accueillants, et on trouve de bons restaurants dans le centre – en partie grâce aux Haïtien·nes. En contemplant le soleil d'une parfaite journée d'automne depuis la terrasse d'un restaurant mexicain, il semblait grotesque d'imaginer que des restaurants et d'autres lieux de travail puissent faire l'objet de descentes menées par des agents fédéraux, que la ville puisse être mise à sac au nom de cette logique mensongère selon laquelle elle l'avait déjà été. Il n'y avait rien ici, rien parmi les petites vérités de Springfield, qui puisse justifier une telle action.



Préparer le nettoyage ethnique

Mais alors même que je me suis rendu à Springfield à l'automne 2025, les mensonges de Vance faisaient déjà leur effet politique sous la nouvelle administration Trump. Ces mensonges racistes enflammés se transformaient en un pouvoir bureaucratique froid. Quelques semaines plus tard, fin novembre, le gouvernement fédéral a pris les mesures nécessaires pour mettre en place les conditions institutionnelles préalables à un nettoyage ethnique de Springfield. Fin novembre 2025, le Département de la sécurité intérieure a publié une conclusion peu convaincante faisant état d'une amélioration de la situation en Haïti. Il l'a fait sans les consultations requises par la loi.

C'était l'étape nécessaire pour priver les Haïtien·nes du statut officiel de protection temporaire qui leur permet de vivre et de travailler légalement aux États-Unis. Lu attentivement, le texte révèle que la situation en Haïti reste désastreuse. Tout au plus y a-t-il quelques vagues allusions à la possibilité future d'une certaine amélioration – ce qui, en temps normal, serait manifestement insuffisant pour priver les Haïtien·nes de leur statut. On ne trouve aucune trace d'une telle amélioration dans les documents du Département d'État, tels que l'avis aux voyageurs :

voyageuses actuel qui déconseille fortement aux Étasunien·nes de se rendre en Haïti.

La conclusion finale du rapport est que la présence des Haïtien·nes «va à l'encontre de l'intérêt national américain». Cette affirmation, présentée comme déterminante par rapport à toutes les autres questions, n'est ni expliquée ni étayée. De quel intérêt national s'agit-il exactement? En quoi? La seule réponse est une vague référence aux convictions de Trump. Au vu des événements précédents, le sens est suffisamment clair. Les convictions que Trump avait exprimées, à l'instar de Vance, portaient toutes sur la race. Le président et le vice-président avaient répété que les Haïtien·nes mangeaient des animaux domestiques, propageaient des maladies, commettaient des crimes violents et saccageaient les villes. Ces propos très spécifiques sur les Haïtien·nes trouvaient leur origine chez JD Vance et les nazis américains. En l'absence de toute autre explication, il semblerait raisonnable de conclure que le motif de cette politique est la haine raciale exprimée par le président et le vice-président. Telle était la conclusion d'un tribunal de district qui avait cité certains de ces faits; elle a été infirmée la semaine dernière par une majorité de la Cour suprême qui n'en a cité aucun.

Cette manifestation d'état d'esprit est l'une des raisons pour lesquelles, si une opération majeure de l'ICE devait avoir lieu à Springfield, elle devrait être considérée comme un nettoyage ethnique d'une ville américaine. Certes, l'apparence de différence raciale est à l'origine des rafles de l'ICE dans tout le pays. Mais dans le cas des Haïtien·nes de Springfield, dans l'Ohio, nous disposons d'un fil conducteur particulièrement clair entre le racisme public et la politique concrète. C'est ce que les juristes et les historien·nes qui s'intéressent au génocide tentent de déterminer : y avait-il une «intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux»? Il n'est pas facile de trancher les questions d'intention, ni celles relatives au génocide en général ; mais l'expression, par le vice-président et le président, de fantasmes racistes évoquant le «carnage», la «destruction» et la barbarie pèse d'un côté de la balance.

Une telle opération va-t-elle désormais avoir lieu? En début d'année, avant la décision du tribunal de district, les autorités locales avaient indiqué qu'une opération de ce type débiterait le 4 février et durerait trente jours. Aujourd'hui, les prévisions générales vont dans le même sens.

Jusqu'à présent, les principales rafles de l'ICE ont eu lieu dans des États et des villes où la majorité démocrate est solide. À Springfield, dans l'Ohio, la donne politique serait différente. Les Républicains dominent une assemblée législative de l'Ohio fortement découpée à leur avantage. Les deux sénateurs républicains de l'Ohio ne sont guère susceptibles de contredire le président sur ce dossier phare. Sans surprise, le maire Rue et le gouverneur DeWine affirment que la loi est la loi ; on ne peut pas s'attendre à ce que même ces républicains locaux et régionaux, pour qui la question est très proche, tiennent un discours d'opposition. Cela dit, leurs expressions d'inquiétude ont été sans équivoque ; et, dans le cas de DeWine, réfléchies et détaillées. DeWine est bien mieux informé sur Springfield et Haïti que n'importe quelle autorité fédérale.

DeWine a contesté les deux justifications avancées par le ministère de la Sécurité intérieure pour expliquer cette mesure fédérale à savoir que Haïti est un pays sûr et que les Haïtien·nes de Springfield compromettraient

d'une manière ou d'une autre la «sécurité nationale». Il avait déclaré auparavant que la décision de leur retirer leur statut de protection temporaire était «erronée». Sa description d'Haïti est, malheureusement, tout à fait exacte : «le pays est en proie à une violence extrême, l'économie est en ruine, le gouvernement ne fonctionne pas, la police est pratiquement inopérante.» Il contredit les conclusions du Département de la sécurité intérieure : «on ne peut pas considérer que la situation en Haïti s'améliore». DeWine est un observateur averti, non seulement de Springfield, mais aussi d'Haïti. Lui et son épouse, Fran DeWine, ont contribué au financement d'une école en Haïti, baptisée en l'honneur de leur fille décédée, Becky. Cette initiative caritative est devenue insoutenable en 2024.

L'orientation de la politique fédérale en matière d'expulsion repose en réalité sur des affirmations concernant Springfield. Sur ce point, la déclaration de DeWine était tout aussi claire :

Springfield et le comté de Clark se relèvent, ils font un très, très bon travail. C'est une dynamique ascendante. Une partie de cette dynamique s'explique, franchement, par la présence d'Haïtiens qui travaillent, contribuent à l'économie, achètent des produits, ouvrent des restaurants et font tout ce que font les travailleurs. Ces personnes travaillent, et de manière acharnée ; je pense donc que, du point de vue des politiques publiques, c'est une erreur, ce n'est pas dans l'intérêt de l'Ohio, que ces personnes, qui sont des travailleurs et qui travaillent, perdent ce statut.

Le gouverneur de l'Ohio continue d'affirmer, après la décision de la Cour suprême, que la politique du président est erronée lorsqu'elle prétend qu'Haïti est un pays sûr et qu'elle porte préjudice à la population de l'Ohio.

La description que fait DeWine des travailleurs/travailleuses nous aide à imaginer la concrétisation, dans une ville bien réelle, du langage inhumain et absurde de l'arrêt de la Cour suprême. Rien qu'à Springfield, au moins 10 000 hommes, femmes et enfants risquent d'être arrêté·es et expulsé·es. Ce sont ces hommes et ces femmes qui travaillent, «qui, un jour, pourront travailler, et

le lendemain, ne pourront plus travailler», comme l'a dit le gouverneur – l'arrêt de la Cour suprême signifie que les personnes qui tentent de travailler seront interpellées sur leur lieu de travail, ou à défaut, à leur domicile.

Ce sont là des adultes; il faut également penser aux enfants. Environ 20 % des enfants scolarisés dans les écoles publiques de Springfield ne disposent pas de documents attestant de leur citoyenneté. Environ 1 500 enfants sont vulnérables. Comme dans d'autres villes, on peut les arrachés à leurs écoles et les séparer de leurs parents; ils peuvent aussi rentrer à la maison pour découvrir que leurs parent·es ont disparu. L'Ohio Education Association, le plus grand syndicat d'enseignant·es de l'État, «s'oppose fermement» à toute présence d'agents de l'ICE dans les écoles, ce qui «sape la confiance, perturbe l'apprentissage et provoque des traumatismes chez les enfants et les familles».

Bien que la majorité de la Cour suprême tente de nous convaincre qu'elle ne fait qu'appliquer la loi comme elle se doit, son discours absurde se range du côté du chaos, et non de celui de l'ordre. Aussi triste que cela puisse paraître, le traumatisme est l'un des objectifs du nettoyage ethnique. Les étapes que nous avons observées dans l'Ohio nous sont bien trop familières: la fiction de l'ennemi sous-humain; les fausses informations utilisées pour introduire les stéréotypes; le recours organisé à la propagande de haine raciale dans les médias; la mainmise sur le gouvernement par des personnes impliquées dans tout cela; et enfin, l'aval donné par la Cour à l'usage de la violence contre des milliers d'êtres humains. À chaque étape, on nous a présenté les raisons pour lesquelles nous devrions trouver cela normal: d'un côté, les discours enflammés sur les sous-humains; de l'autre, le discours stéréotypé et kafkaïen de la Cour suggérant que tout est normal et inévitable et que personne n'a à assumer de responsabilité personnelle pour ce qui se passe simplement et doit se passer.

Le travail visant à normaliser le langage raciste et nazi ressemble en tout point à l'arrêt de la Cour; la neutralité performative exagérée de la Cour est non seulement malhonnête en soi, mais elle contribue, par

son mensonge scandaleux, à créer une atmosphère d'irréalité qui favorise la violence. En d'autres termes, la Cour ne se contente pas d'autoriser le pouvoir exécutif à mener des actions violentes; en agissant ainsi sur la base de mensonges manifestement évidents, elle crée activement les conditions dans lesquelles une telle violence peut être rationalisée et s'intensifier.

La violence, une fois qu'elle survient, bouleverse la normalité: tout d'abord pour les personnes qui sont rassemblées et détenues dans ces camps de concentration que nous appelons «centres de rétention», en attendant d'être envoyées soit là où elles ne veulent pas aller, soit de mourir en détention. Et cela laisse un traumatisme chez les survivant·es, au sens le plus évident et incontestable du terme.

Mais tous ceux et toutes celles qui sont témoins de ces événements participent elles et eux aussi à ce traumatisme. Les enfants qui restent dans les écoles de Springfield après la disparition de leurs ami·es devront se trouver des explications. Leurs parent·es devront réfléchir à ce qu'elles ou ils vont leur dire. Tout le monde autour d'elles ou eux doit se demander comment on en est arrivé là. Le traumatisme devient une ressource politique. Les auteurs d'un nettoyage ethnique utilisent cette émotion pour remodeler la façon dont nous percevons nos voisin·es – et nous-mêmes. Je suppose que la plupart des personnes seraient consterné·es par un nettoyage ethnique à Springfield. Or, celui qui mène ce nettoyage ethnique règne avec l'aide de celles et ceux qui ne s'y opposent pas, de celles et ceux qui se plient à ses volontés, qui approuvent et y prennent part. Et de cette manière, le nettoyage ethnique lui-même constitue un pas en arrière par rapport à la démocratie et un pas vers un régime minoritaire, dirigé par un État policier au service de ceux qui acceptent de porter le masque.

Ceux qui infligent ce traumatisme sont conscients de ce qu'ils font. Dans toute cette affaire de Springfield, ce sont les déclarations de la tribu Blood et du vice-président qui témoignent de la plus grande prise de conscience. Ils mènent un processus qu'ils reconnaissent, comprennent et approuvent: la création d'une réalité alternative avec une définition claire de «l'autre» détestable, puis

la mobilisation du pouvoir d'État pour éliminer cet ennemi imaginaire. Si ce processus aboutit, comme tout porte à le croire, ils auront réussi : et eux aussi en seront transformés. Blood Tribe, et les groupes qui lui ressemblent, auront constaté à quel point ils peuvent influencer le débat national et le gouvernement fédéral.

S'il y a un pogrom à Springfield, J Vance aura sa première politique portant son nom. Bien qu'il se soit exprimé sans détours au cours de la première année de l'administration Trump et qu'il se soit mis en travers de diverses initiatives, il n'existe, à ce jour, aucun exemple clair d'une politique dont il serait à la fois l'auteur et l'exécuteur. Le nettoyage ethnique de Springfield serait le premier. «JD Génocide», ou peut-être «Génocide Vance» : si tout cela se produit, les surnoms s'écriront d'eux-mêmes.

Et quelle histoire allons-nous écrire pour nous-mêmes ? Lorsque nous sommes confronté·es à la terreur dans les rues, aux camps de concentration et aux déportations massives, comme c'est le cas actuellement aux États-Unis, l'idée de précédents historiques nous vient à l'esprit – et est généralement refoulée. «Ça ne peut pas arriver ici», pensons-nous, donc cela ne doit pas être «ça». Lorsque nous passons du niveau national au niveau local, à l'histoire de Springfield, cette conviction est un peu plus difficile à maintenir. «Ça», c'est juste là, sous nos yeux.



Nous ne sommes pas ici face à une analogie historique, mais à de véritables nazis américains du 21^e siècle qui ont suivi l'exemple de celui qui est aujourd'hui vice-président, ont agi dans la sphère publique, ont façonné le débat public et obtiennent désormais le résultat politique qu'ils souhaitaient de la part d'une Cour suprême qui blanchit l'histoire dans laquelle ils ont joué un rôle central. Comme l'a fait remarquer le maire après le défilé de Blood Tribe à Springfield, l'objectif était de «semer le trouble au sein de la communauté» – et aujourd'hui, grâce à la Cour suprême, ce trouble peut prendre des proportions catastrophiques.

Après avoir retracé la chronologie des événements à Springfield, nous pourrions nous montrer plus ouvert·es à des interprétations plus larges de ce qui se passe autour de nous, à l'échelle nationale. Après tout, les flux des réseaux sociaux du Département de la Sécurité intérieure se distinguent de moins en moins de ceux de la tribu Blood, tout en étant bien sûr incomparablement plus influents. Les motifs invoqués pour justifier l'ensemble des opérations d'expulsion, la notion d'«étranger·es criminel·les» et autres concepts similaires, sont essentiellement ceux de Springfield à plus grande échelle. Loin d'être une exception, Springfield pourrait nous aider à discerner la règle générale. Lorsque je vois des agents de l'ICE masqués, je ne peux m'empêcher de penser aux masques de la tribu Blood – et de me demander s'il n'y aurait pas un certain chevauchement au niveau du personnel...

Pour moi, en tant qu'historien spécialisé dans les atrocités et ayant grandi dans l'Ohio, il est troublant d'examiner ces éléments de preuve. D'ordinaire, je consulte les sources des années, voire des décennies après les faits, et non pas en même temps que les événements eux-mêmes. D'ordinaire, je visite des lieux de mémoire, et non des villes en danger, ce qu'est Springfield à l'heure actuelle. J'aimerais que ce que je sais d'autres époques et d'autres lieux ne soit pas aussi pertinent. Mais dans la mesure où les schémas historiques ont une utilité, c'est celle de nommer ce qui pourrait bien arriver avant que cela n'arrive – ce qui, peut-être, rend l'horreur moins probable.

Une vague de rafles de l'ICE dans l'Ohio n'est pas inévitable. Trump n'est pas obligé

d'ordonner la « grande vague d'expulsions » qu'il a promise. En avril, la Chambre des représentant-es a adopté une loi prolongeant le statut de protection accordé aux Haïtien·nes. Mais le Sénat devrait donner son accord et le président devrait choisir de ne pas exercer son droit de veto.

Au cours des cinq mois qui se sont écoulés entre la décision du tribunal de district et celle de la Cour suprême, Trump est devenu encore plus impopulaire. Il est possible qu'il évite une seule opération de nettoyage spectaculaire et qu'il tente plutôt de se débarrasser des Haïtien·nes par petits groupes, ou en prenant des mesures rendant leur vie ici intolérable. Quelle que soit la politique qu'il choisira, elle pourra être combattue, consignée et inscrite dans l'histoire par celles et ceux qui auront le courage d'être présent·es et de témoigner de ce qu'elles et ils voient. Il y aura d'autres tribunaux, et d'autres Américain·es, qui se soucieront de cette histoire, et de la manière dont nous choisissons de la façonner et de la percevoir. Le fait de voir, le simple fait de voir, revêt une importance capitale, pour nous tous et toutes. Lorsque nous voyons, nous pouvons ressentir et nous pouvons agir. Nous pouvons faire preuve d'empathie, communiquer, accueillir, manifester, aider.

Source : [Thinking About](#), 29 juin 2026. Il s'agit d'une version mise à jour et enrichie d'un article initialement publié début février 2026, juste avant la décision du tribunal de district. Traduction DE.

Timothy Snyder est un historien américain, spécialiste de l'histoire de l'Europe centrale et de l'Est et de la Shoah. Il est titulaire de la chaire Richard C. Levin d'histoire à l'université Yale et membre permanent de l'Institut des sciences humaines à Vienne. Il a notamment publié en français : *Terres de sang: L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, [2012] 2022 ; et *La route pour la servitude: Russie - Europe - Amérique*, Paris, Gallimard, 2023. Ses textes sont disponibles sur [Thinking About](#).

ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES IMAGES



Masina est un média de crique social en Serbie.



Zan Times est un média en exil dirigé par des femmes afghanes.



Centre Primo Levi.

Anti-impérialisme, solidarité et question de société

Siyavash Shahabi

Ces six textes partagent une même préoccupation : la manière dont la solidarité politique est construite, restreinte, voire parfois neutralisée par les cadres d'analyse utilisés pour expliquer les sociétés soumises à des pressions.

Chaque contribution aborde le problème sous un angle différent – méthodologique, théorique ou à travers des études de cas concrètes –, mais ensemble, elles aboutissent à une thèse précise : un véritable internationalisme exige de considérer les sociétés dans leur complexité réelle, et non comme des symboles géopolitiques ou des supports moraux pour des débats qui se déroulent ailleurs. Les textes sont organisés en trois parties. La première pose le problème méthodologique. La deuxième le met à l'épreuve à travers trois cas : l'Iran, la Palestine et le Kurdistan. La troisième propose un cadre synthétique pour réfléchir à ce à quoi l'anti-impérialisme doit s'accrocher afin de ne pas trahir les peuples qu'il prétend défendre.

1

Le problème de la méthode

1) L'orientalisme contextuel : la liberté pour certaines, le contexte pour d'autres¹

L'Iran soulève une question que de nombreux débats de la gauche occidentale évitent : les droits politiques sont-ils véritablement universels ? Lorsque la répression à l'étranger est sans cesse contextualisée au lieu d'être combattue, la solidarité se dissout dans la prudence géopolitique et l'internationalisme perd tout son sens.

Partant de l'évolution des manifestations ouvrières, des grèves et de la répression documentées en Iran tout au long de l'année 2025, cet essai s'interroge sur les raisons pour lesquelles des courants importants du discours de la gauche occidentale réagissent à des faits comparables avec une urgence incomparable.

Lorsque la répression se produit en Occident, ou est menée par des États alignés sur la puissance occidentale, les réactions sont rapides et sans ambiguïté.

Lorsqu'elle est le fait d'un État qui se positionne contre les États-Unis, le discours s'adoucit, les déclarations sont retardées et la solidarité devient conditionnelle. Cet essai qualifie cette asymétrie de position politique (et non de neutralité) et soutient que l'Iran constitue un point de rupture méthodologique : un lieu où la gauche occidentale doit choisir entre un internationalisme authentique et une esquivé géopolitique.

Questions à se poser pendant la lecture

- Quels mécanismes spécifiques transforment le silence en une prise de position politique ? Le silence peut-il véritablement être « neutre » alors qu'une répression à grande échelle est en cours ?
- L'essai soutient que le « contexte » peut servir d'outil pour suspendre tout jugement. À partir de quand le fait d'apporter du contexte devient-il un moyen d'échapper à toute responsabilité ?
- Que signifierait considérer le droit d'association en Iran comme inconditionnel, à l'instar de ce qui se passe dans les contextes occidentaux ?

1. Texte publié sur [Iran Draft](#) le 13 mars 2026.

2) Le racisme des antiracistes : Bourdieu, Saïd et l'orientalisme inversé²

Il existe une forme de violence qui ne porte pas d'uniforme, qui n'élève pas la voix et qui n'a pas besoin de faire couler le sang pour être efficace. Elle s'exprime dans des ouvrages à grand tirage, participe à des tables rondes universitaires, tweete en signe de solidarité et signe des pétitions. Elle prône la compréhension culturelle. Elle met en garde contre l'arrogance occidentale. Elle vous dit que critiquer un régime pourrait faire le jeu de l'impérialisme. Elle vous sourit, vous appelle « camarade » et vous dit de faire attention. C'est ce que Pierre Bourdieu, dans un autre contexte, a un jour qualifié de « racisme de l'intelligentsia ».

S'appuyant sur le concept de « racisme de l'intelligentsia » de Pierre Bourdieu et sur l'analyse de l'orientalisme par Edward Saïd, cet essai met en évidence un type spécifique d'échec : lorsque le vocabulaire anticolonial est utilisé non pas pour défendre les opprimés, mais pour délégitimer celles et ceux qui résistent à leurs propres États oppresseurs.

Cet essai, qui s'appuie sur mon expérience personnelle d'exilé iranien, décrit l'« orientalisme inversé » comme un schéma dans lequel les États non occidentaux sont présentés comme authentiques, tandis que celles et ceux qui s'y opposent sont qualifiés d'occidentalisés ou d'inauthentiques.

L'analyse soutient que l'œuvre de Saïd est trahie par ses propres défenseur·es lorsqu'elle est utilisée pour faire taire les voix issues des sociétés mêmes que Saïd cherchait à représenter.

Questions à se poser pendant la lecture

- Bourdieu décrit une violence qui « s'exprime dans des ouvrages très diffusés » et qui « vous appelle "camarade" ». Où reconnaissez-vous ce schéma dans le discours politique actuel ?
- L'essai établit une distinction entre la position réelle de Saïd et la manière dont son œuvre est utilisée aujourd'hui. En quoi consiste cette distinction, et pourquoi est-elle importante ?

2. Texte publié sur [Iran Draft](#) le 19 mai 2025 et en français sur [Adresses](#), n° 17/196, 12 janvier 2026.

- Quel est le lien entre le concept d'« orientalisme inversé » et l'asymétrie décrite dans la lecture n° 1 ?

2

Trois études de cas

3) Vijay Prashad et le prisme des sanctions sur l'Iran³

Cet essai ne porte pas sur l'Iran ; il traite de la méthode utilisée pour expliquer l'Iran. Il examine un mode de pensée qui ne reconnaît la répression, la pauvreté et la lutte des classes que dans la mesure où elles se produisent dans la « bonne » zone géographique — et qui, dès qu'elles franchissent une frontière tacite, attribue tout cela au « contexte », à la « complexité » et à des « considérations géopolitiques ».

Une analyse d'une interview médiatique dans laquelle un éminent intellectuel de gauche explique la crise iranienne principalement à travers le prisme des sanctions et de la pression extérieure, tout en éludant systématiquement la question de la répression intérieure.

Cet essai ne conteste pas le fait que les sanctions constituent une guerre économique destructrice. Il s'interroge plutôt sur ce qui se passe lorsque cette vérité est dissociée d'une autre vérité : celle selon laquelle l'État iranien est un système de sécurité rentière qui a criminalisé l'organisation syndicale indépendante, emprisonné des chercheurs / chercheuses de gauche et transformé la crise économique en un modèle d'accumulation au profit d'élites liées à la sécurité.

L'argument central est qu'une analyse qui ne voit que le verrou extérieur finit par servir de couverture au verrou intérieur.

Questions à se poser pendant la lecture

- L'essai présente le cadre conceptuel du « verrou extérieur/verrou intérieur ». Est-il possible de s'opposer aux deux simultanément, ou bien l'opposition à l'un atténue-t-elle nécessairement l'opposition à l'autre ?
- La personne interviewée déclare : « Je ne veux pas m'immiscer dans la politique intérieure. » L'essai qualifie cette attitude

3. Texte publié sur [Iran Draft](#) le 4 février 2026.



de sélective. Quels sont les éléments qui étayent cette affirmation ?

- Les 116 milliards de dollars de devises d'exportation non rapatriées sont cités comme un indicateur. En quoi ce chiffre vient-il compliquer le discours habituel sur les sanctions ?

4) Gaza au-delà de la métaphore : à propos de l'éthique civilisationnelle de Hamid Dabashi⁴

La force de Dabashi réside dans sa capacité à réécrire la généalogie de la violence coloniale et à la relier au présent. Cependant, sa critique perd de sa pertinence lorsqu'il traite l'« Occident » comme une essence ou un « instinct civilisationnel » plutôt que comme un système de pouvoir et d'institutions en constante évolution.

Une analyse critique de l'ouvrage de Hamid Dabashi intitulé *After Savagery: Gaza, Genocide, and the Illusion of Western Civilization*. Cet essai reconnaît la véritable force de ce livre : son refus de considérer la violence coloniale israélienne comme une déviation par rapport aux normes occidentales, et sa reconstruction de la généalogie reliant Rome, la Belgique, la Grande-Bretagne et Gaza.

Mais il soutient que les idées les plus importantes de Dabashi s'effondrent lorsque

l'« Occident » est traité comme une essence ou un instinct civilisationnel plutôt que comme une configuration changeante d'institutions, de budgets et d'intérêts de classe.

Il en résulte que les acteur·trices réel·les fournisseurs d'armes, réseaux de lobbying, régimes frontaliers – disparaissent derrière un vocabulaire moral qui explique qui est le mal, mais ne parvient pas à montrer comment le pouvoir est réellement produit.

Questions à se poser pendant la lecture

- Quelle est la différence entre considérer l'« Occident » comme un système de pouvoir historique et le considérer comme une essence civilisationnelle ? Qu'est-ce que chacune de ces approches rend visible, et invisible ?
- L'essai reprend l'argument de Tuck et Yang selon lequel « la décolonisation n'est pas une métaphore ». Que signifie le fait que la décolonisation soit matérielle plutôt que discursive ?
- La critique de Dabashi formulée dans cet essai est-elle compatible avec la défense de Gaza ? Ou bien critiquer le cadre implique-t-il nécessairement de défendre la cible ?

4. Texte publié sur [Iran Draft](#) le 4 novembre 2025.

5) Au-delà du mythe de la montagne : le Kurdistan en tant que société⁵

Le Kurdistan est souvent réduit à un mythe militarisé, qui occulte la société, les classes sociales et la vie quotidienne. Cet essai plaide en faveur d'un retour à la réalité sociale, en montrant comment tant la politique intérieure que les discours extérieurs simplifient à outrance la complexité du Kurdistan et de l'Iran.

Dans les médias occidentaux, les analyses géopolitiques et même au sein de certains réseaux de solidarité, le Kurdistan est systématiquement réduit à ses montagnes, à ses armes, à ses drapeaux et à une poignée d'organisations armées.

Dans cet essai, je soutiens que cette réduction n'est pas un simple malentendu, mais un mécanisme qui efface la ville, le travail, les classes sociales, la vie quotidienne et les contradictions internes, et qui réduit une société de plusieurs millions de personnes à un symbole au service de la géopolitique.

L'analyse montre que cette image n'est pas seulement imposée de l'extérieur : certaines traditions politiques au sein même du Kurdistan ont contribué à la produire, lorsque la lutte armée est érigée en seule mesure de légitimité.

Cet essai établit une distinction entre l'oppression nationale en tant que réalité politique et le nationalisme en tant qu'horizon qui, dès lors qu'il se substitue à la société, commence à occulter ce qu'il prétend représenter.

Questions à se poser pendant la lecture

- L'essai établit une distinction entre « la lutte armée en tant que forme de politique » et « la lutte armée en tant que substitut à la société ».
- Quelle est la conséquence concrète de cette distinction sur notre compréhension d'un mouvement ?
- Les quatre parties du Kurdistan (Bashur, Rojava, Bakur, Rojhelat) sont décrites comme ayant des histoires très différentes. Quelles sont les conséquences politiques de leur réduction à une image unique ?

5. Texte publié sur [Iran Draft](#) le 19 avril 2026 et en français sur [Entre les lignes entre les mots](#).

- Quel est le lien entre le cas kurde et l'argument plus général sur l'orientalisme inversé développé dans les lectures 1 et 2 ?

3

Vers un cadre théorique

6) L'anti-impérialisme sans la classe ouvrière : le « campisme », la défaite de la gauche occidentale et l'orientalisme inversé⁶

Le plus synthétique des six textes, cet essai désigne le « campisme » comme la formation politique spécifique qui émerge lorsque l'anti-impérialisme perd son sujet de classe. Il soutient que le campisme n'est pas avant tout une erreur intellectuelle, mais le produit d'une défaite structurelle : lorsque la gauche occidentale ne parvient pas à construire un pouvoir contre sa propre machine de guerre et son industrie de l'armement, les États extérieurs deviennent un substitut au pouvoir social.

L'essai insiste sur une distinction cruciale : la priorité de l'opposition à l'impérialisme est déterminée par la nature de l'agression, et non par les qualités de l'État visé, et développe cette idée à travers les cas de l'Iran, de la Palestine et de la Syrie.

Il se termine par une formulation positive : l'internationalisme comme répartition du travail émancipateur, dans laquelle chaque lutte cible sa propre chaîne de domination, et la résistance à l'impérialisme est retirée aux États pour être rendue à la société.

Questions à se poser pendant la lecture

- L'essai soutient que le « campisme » est un symptôme de la défaite de la gauche occidentale, et non un libre choix intellectuel. Trouvez-vous cette explication structurelle convaincante ? Quelles en sont les limites ?
- « L'objectif est la défaite du projet impérialiste, et non la victoire politique de l'État réactionnaire. » Est-il possible de maintenir cette distinction dans la pratique, dans un contexte de guerre active ?
- Que nécessite concrètement, aujourd'hui, la « reconstruction de l'anti-impérialisme par la base » dans les contextes occidentaux ?

6. À paraître prochainement.

En fil conducteur de tous les textes / Questions en discussion

Le problème de la substitution

Les six textes décrivent tous un phénomène similaire : l'État se substitue au peuple, le symbole se substitue à la société, le camp se substitue à la classe. D'où vient cette substitution ? S'agit-il avant tout d'un échec intellectuel, d'une conséquence structurelle d'une faiblesse, ou d'autre chose ?

Deux poids, deux mesures

Les lectures 1 et 2 soutiennent que les droits politiques sont appliqués de manière asymétrique : de manière universelle au niveau national, mais sous certaines conditions à l'étranger. Cette asymétrie est-elle inévitable compte tenu des différences réelles de contexte, ou s'agit-il d'un choix politique auquel on peut consciemment s'opposer ?

Le problème des deux vérités

Le texte 3 insiste sur le fait qu'il faut tenir compte simultanément de deux éléments : les sanctions constituent une guerre

économique, et l'État iranien est autoritaire et anti-ouvrier. Quels outils pratiques ou analytiques permettent de concilier ces deux aspects sans que l'un ne serve de bouclier à l'autre ?

Matérialisme contre moralisme

La lecture n° 4 reproche à Dabashi de traduire la violence coloniale en un vocabulaire moral plutôt qu'en une analyse matérielle. Mais le langage moral mobilise des personnes. Existe-t-il une tension entre les deux, ou peuvent-elles être intégrées ?

Organisation et représentation

Les lectures n° 5 et 6 soulèvent toutes deux la question de savoir qui parle au nom d'une société et sur quelle base. Lorsque les organisations indépendantes sont détruites ou absentes, qui peut prétendre représenter la lutte d'un peuple, et comment les acteurs extérieurs doivent-ils s'y retrouver face à des revendications concurrentes ?

Ce qu'exige réellement la solidarité

Le texte n° 6 se termine par cette formule : « L'internationalisme est une répartition du travail d'émancipation, et non le fait de confier l'émancipation à quelqu'un-e d'autre. » Qu'est-ce que cela signifierait concrètement, et non pas en principe, pour quelqu'un-e qui milite aujourd'hui dans un pays occidental ?

Source : [Fire Next Time](#), 27 juin 2026. Traduit par DE.

Siavash Shahabi est journaliste et réfugié politique en Grèce. Il écrit régulièrement sur l'Iran, le Moyen-Orient et la religion.



Xénophobie d'État en Afrique du Sud

Déclaration

33

Nous, soussignés, exprimons notre profonde indignation et condamnons fermement l'attitude répressive dont ont récemment fait preuve les autorités dans leur gestion de la situation critique et de la sécurité des migrant·es [...] ainsi que la montée d'un discours antimigrants qui alimente le *vigilantisme*¹ en Afrique du Sud.

Les scènes montrant les forces de l'ordre, embarquant de force des réfugié·es dans des bus sous prétexte de « procédures de vérification », constituent une violation flagrante des droits humains et un affront à l'État de droit. Ce ne sont pas des criminel·les. Ce sont des êtres humains qui ont cherché la protection des services de police sud-africains dans la province du KwaZulu-Natal, après avoir été déplacé·es illégalement et violemment pris pour cible par des groupes d'autodéfense et des groupes antimigrant·es. Au lieu de bénéficier d'une protection et d'une assistance conforme à la loi, elles et ils ont été soumis à l'humiliation publique, à l'intimidation, à la force et au déni de leurs droits constitutionnels les plus fondamentaux.

À l'approche des élections locales, il est profondément alarmant de voir des responsables politiques attiser délibérément l'hostilité envers les migrant·es. Nous condamnons l'exploitation des migrant·es marginalisés·e à des fins de levier politique. Plutôt que d'assumer la responsabilité des lacunes profondes en matière de gouvernance et d'économie, les dirigeant·es de tous bords politiques les désignent comme boucs émissaires.

Les crises nationales profondes – notamment le chômage massif, l'effondrement

des infrastructures et le manque de services publics – sont dangereusement réduites à des allégations mensongères et incendiaires selon lesquelles les non-citoyen·nes, principalement des Africain·es noir·es, seraient la cause des difficultés locales.

La Constitution sud-africaine, issue des luttes contre l'apartheid, consacre les droits à la dignité, à l'égalité, à la liberté et à la sécurité de la personne, à l'accès à une représentation juridique et à la protection contre les traitements arbitraires et dégradants. Tous ces droits étaient refusés aux Noir·es d'Afrique du Sud sous l'apartheid. Aujourd'hui, il est inconcevable que ces droits soient réservés aux citoyen·nes. Ils s'appliquent à tous ceux et toutes celles qui vivent à l'intérieur de nos frontières. Refuser aux réfugié·es l'accès à une représentation juridique, les expulser par la coercition et la peur, et les soumettre à un traitement qui fait écho à la brutalité du régime de l'apartheid, constitue un affront aux valeurs mêmes pour lesquelles des générations de Sud-Africain·es noir·es se sont battu·es et sont mort·es.

Nous rejetons catégoriquement :

- La normalisation croissante de la xénophobie, la désignation de boucs émissaires et la loi de la rue dans notre société.
- La criminalisation des migrant·es africain·es [...] et des réfugié·es.
- La complicité et le silence des institutions lorsque des groupes d'autodéfense expulsent illégalement et violemment des personnes de leurs logements, de leurs lieux de travail [...] en toute impunité. Les campagnes politiques se sont construites sur le postulat dangereux et

1. NdT. Exercer la loi ou un code moral particulier de manière violente en dehors de toute légalité.

anticonstitutionnel de l'«altérisation» des populations vulnérables.

Nous assistons à l'érosion de la démocratie constitutionnelle. L'État de droit ne s'applique qu'aux riches et aux privilégié·es, ce qui est anticonstitutionnel. À l'heure où l'Afrique du Sud devrait être un phare des droits humains et de la solidarité panafricaine, nos frères/sœurs africain·es sont traité·es avec cruauté, hostilité et barbarie alors qu'elles et ils cherchent refuge et protection. Il s'agit là de xénophobie structurelle et institutionnalisée.

En cette Journée de l'Afrique, nous appelons l'ensemble de la société à dénoncer publiquement ces actes, à contester les discours nuisibles et à faire preuve de solidarité avec l'humanité. Nous appelons :

- les responsables et les partis politiques à cesser immédiatement d'utiliser la rhétorique xénophobe comme outil électoral et à s'engager à mener des campagnes responsables et fondées sur des faits.
- les médias doivent promouvoir un débat public responsable, fondé sur des faits et respectueux des droits, et éviter de relayer des allégations qui divisent et ne reposent sur aucun fondement.
- les organisations de la société civile, les institutions confessionnelles et les syndicats doivent poursuivre leur travail essentiel en faveur de la consolidation de la paix et de la solidarité communautaire.
- les juristes, les défenseur·es des droits humains et les mouvements sociaux doivent rester vigilants afin de veiller à ce que l'État respecte la Constitution.

Nous exigeons en outre :

1. La cessation immédiate du recours à la force, à la coercition et à l'intimidation à l'encontre des réfugié·es et des demandeurs/demandeuses d'asile par des acteurs/actrices étatiques et non étatiques.
2. Une responsabilité totale et des enquêtes indépendantes sur tout comportement illégal ou tout abus commis par les forces de l'ordre.
3. Une action immédiate et décisive contre les groupes d'autodéfense se livrant à des expulsions illégales, à des actes d'intimidation et à des violences xénophobes.
4. Que la Commission électorale indépendante (IEC) surveille et applique strictement le Code électoral, en sanctionnant

sévèrement les partis qui incitent à la violence ou à la haine contre les migrant·es.

5. La réaffirmation par le gouvernement de ses obligations constitutionnelles et internationales envers les réfugié·es [...].

6. La mise en œuvre intégrale et urgente du plan d'action national de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée par le ministère de la justice et du développement constitutionnel et toutes les parties prenantes concernées, y compris la mise en place de mécanismes efficaces de surveillance, d'alerte et d'intervention rapide.

Aujourd'hui, alors que nous célébrons la Journée de l'Afrique, nous sommes appelés à réfléchir au véritable esprit de l'unité et de la libération panafricaines. Nous ne pouvons pas célébrer sincèrement notre identité continentale commune tout en opprimant et en maltraitant nos frères et nos sœurs africaines.

Nous devons rester uni·es, rejeter les divisions artificielles semées par la xénophobie, et réaffirmer notre engagement en faveur d'un continent où la dignité de chaque personne est farouchement protégée.

L'histoire ne nous jugera pas sur notre silence, mais sur notre capacité à défendre l'humanité des plus vulnérables d'entre nous.

Une atteinte à l'un·e est une atteinte à toutes !

Source : [Amandla!](#), 29 mai 2026.

Voir la liste des signataires sur le site [Amandla!](#)

Créée en 2007, le [Amandla!](#) vise à promouvoir le débat en faveur d'une nouvelle politique anticapitaliste en Afrique du Sud. [Amandla!](#) couvre les processus, événements et luttes politiques, économiques et sociaux dans une perspective radicale. [Amandla!](#) présente les activités et les débats des mouvements sociaux et syndicaux et organisations populaires d'Afrique du Sud, offrant un aperçu de leurs défis, de leurs luttes, de leurs programmes et de leurs stratégies. [Amandla!](#) présente des propositions provenant d'un large éventail de sources pour des stratégies et des perspectives alternatives susceptibles d'approfondir le processus de transformation sociale en Afrique du Sud et sur le continent.

Comprendre la montée de l'afrophobie en Afrique du Sud et comment y faire face

Faisal Garba

35

En Afrique du Sud, l'afrophobie est souvent présentée comme un problème opposant «les étranger·es aux locales/locaux», comme si elle découlait naturellement d'une hostilité culturelle ou d'une rivalité entre personnes démunies. Mais cette explication masque les réalités politiques et économiques plus profondes qui sont à l'origine de la violence anti-immigré·es et de la mobilisation xénophobe. La montée de l'afrophobie en Afrique du Sud ne peut être comprise en dehors du contexte marqué par de profondes inégalités, le chômage, la spoliation, la manipulation politique et les échecs de la transformation post-apartheid.

Il ne s'agit pas simplement de préjugés. Il s'agit de la manière dont la colère sociale est détournée des systèmes d'exploitation pour se diriger vers les personnes vulnérables qui sont elles-mêmes victimes de ces systèmes.

L'Afrique du Sud reste l'une des sociétés les plus inégalitaires au monde. Des décennies après la fin de l'apartheid, la propriété des terres et la richesse restent concentrées entre les mains d'une petite minorité. Environ 72 % des terres arables appartiennent à une très petite partie de la société, majoritairement blanche. Dans un tel contexte, des millions de personnes luttent quotidiennement pour assurer leur subsistance, se loger, accéder aux soins de santé et trouver un emploi. Pourtant, au lieu de s'attaquer à ces inégalités structurelles, les élites politiques et certains secteurs du capital canalisent souvent la frustration du public vers les migrant·es et les réfugié·es.

L'attaque contre les migrant·es

L'afrophobie sert donc de diversion politique. Plutôt que de s'attaquer aux échecs de

l'État à transformer les rapports de propriété, à créer des emplois décents ou à assurer la sécurité sociale, les migrant·es deviennent les boucs émissaires de crises plus larges engendrées par le capitalisme et le néolibéralisme. Les chômeur·euses sud-africain·es sont encouragé·es à rejeter la faute sur la/le vendeur/vendeuse de rue zimbabwéen·ne, la/le propriétaire de *spaza* éthiopien ou la/le commerçant·e somalien·ne, au lieu de se demander pourquoi la richesse reste concentrée, pourquoi les services s'effondrent et pourquoi les opportunités économiques sont si rares.

Le moment choisi pour les violences anti-immigré·es révèle cette dimension politique : les attaques xénophobes s'intensifient souvent à l'approche des élections locales et nationales ; les factions politiques mobilisent les communautés en promettant d'expulser les «étranger·es» et de redistribuer les commerces ou les opportunités aux locales/locaux. Dans certains cas, les communautés elles-mêmes menacent les politicien·nes de «se livrer à la xénophobie» si les expulsions promises ne sont pas menées à bien. La xénophobie devient ainsi une arme politique – un outil de négociation utilisé dans les luttes pour le pouvoir local et le clientélisme.

Des groupes tels que l'Opération Dudula et des formations politiques comme l'Alliance patriotique ont su s'attirer un soutien en exploitant cette colère. Mais ces mouvements ne sont pas des expressions spontanées de la frustration de la classe ouvrière ; ce sont des campagnes soigneusement orchestrées, liées à des réseaux de droite plus larges et financées par certains secteurs du capital et des intérêts de l'élite. Leur objectif est de détourner le mécontentement social

légitime du système économique lui-même pour le diriger vers les migrant·es.

En conséquence, l'afrophobie n'est pas simplement produite « par la base ». Les politiques anti-immigré·es sont souvent menées par des acteur·trices issu·es de la classe moyenne et des élites. Les universités, les médias, les responsables politiques et les commentateur·trices jouent un rôle crucial dans la construction de l'image des migrant·es comme une menace. [...] Lorsque la nationalité est constamment mise en avant dans les reportages sur la criminalité ou les problèmes sociaux, une association se forme dans l'imaginaire collectif : migrant·e égale criminel·le ; étranger·e égale danger.

Les migrantes ne sont pas des étrangères

Ce discours occulte la réalité selon laquelle le nombre de migrant·es sont profondément intégré·es dans les communautés et les économies locales. Les « *spaza shops* » tenus par des migrant·es, par exemple, prospèrent souvent parce qu'ils répondent à des besoins sociaux ignorés par les grandes entreprises et les détaillants traditionnels. Elles vendent des produits abordables à proximité des lieux d'habitation, accordent des crédits aux familles en difficulté et tissent des liens d'entraide avec les habitant·es des townships. Dans des endroits comme Hermanus, les communautés considéraient souvent les commerçant·es éthiopien·nes comme un atout, car elles et ils fournissaient de la nourriture et des services abordables.

Les grandes entreprises perçoivent par ailleurs fréquemment ces petits commerces comme des concurrents. Les autorités locales et les grands intérêts commerciaux d'Hermanus auraient collaboré pour harceler et criminaliser les commerçant·es migrant·es. Cela montre une autre vérité importante : l'afrophobie ne concerne pas seulement la culture ou l'identité. Elle concerne également la concurrence économique et la défense d'intérêts bien établis.

La question de l'« illégalité » est au cœur de cette politique d'exclusion. Les campagnes anti-immigré·es dépeignent souvent les migrant·es comme des criminel·les sans papiers qui envahissent le pays. Pourtant, beaucoup sont entrés en Afrique du Sud en toute légalité et se sont retrouvés sans papiers par

la suite en raison du dysfonctionnement et de l'hostilité du ministère de l'intérieur. Les demandes sont perdues, les permis sont retardés, et les personnes sont de fait rendues illégales par l'exclusion bureaucratique. La catégorie de l'« immigrant·e illégal·e » est donc souvent une construction politique.

Malgré l'intensité de la rhétorique xénophobe, la vie quotidienne dans les communautés ouvrières est plus complexe et contradictoire que ne le suggèrent le récit médiatique. Il y a certes des tensions, mais il existe aussi d'innombrables actes de solidarité et de coopération entre Sud-Africain·es et migrant·es. Dans de nombreux townships, les habitant·es protègent les migrant·es contre les agressions, s'organisent ensemble pour obtenir des logements et des services, et tissent des liens fondés sur une survie commune. Un exemple de cette solidarité est l'histoire de commerçant·es éthiopien·nes protégés·e par des femmes sud-africaines pendant des périodes de violence anti-immigré·es. Ces femmes ont risqué leur propre sécurité pour héberger et cacher un·e commerçant·e migrant·e parce qu'elle ou il faisait désormais partie de leur communauté [...].

Comment résister. Que peut-on donc faire pour lutter contre l'afrophobie ?

Tout d'abord, nous devons rejeter les représailles nationalistes et les cycles de vengeance. Répondre à la xénophobie en s'en prenant aux entreprises sud-africaines ailleurs sur le continent est une attitude réactionnaire. De telles réactions ne font que renforcer les divisions que les forces de droite cherchent à entretenir. L'afrophobie ne peut être vaincue que par une solidarité continentale plus profonde, et non par une hostilité réciproque.

Deuxièmement, l'organisation doit commencer là où se trouvent réellement les personnes ordinaires. Plutôt que de faire la leçon aux communautés de manière abstraite sur le panafricanisme, le cosmopolitisme et l'humanisme, les militant·es doivent relier la politique anti-xénophobe aux luttes immédiates des individu·es – pour l'emploi, le logement, les soins de santé, l'éducation et la dignité. Les migrant·es et les locales/locaux sont souvent confronté·es aux mêmes conditions structurelles de pauvreté, de chômage et de dépossession. Une organisation

efficace doit mettre en lumière ces intérêts partagés et ces ennemis communs.

Cela signifie «fusionner les luttes». Les campagnes contre les expulsions, le chômage, la destruction de l'environnement et l'austérité doivent consciemment inclure les migrant·es, plutôt que de les traiter comme des catégories distinctes. Les ONG internationales renforcent parfois les divisions en isolant les migrant·es en tant que sujet·tes humanitaires particulier·es, au lieu de les intégrer dans les luttes communautaires plus larges. Cela peut involontairement aggraver le ressentiment plutôt que de renforcer la solidarité.

Troisièmement, il est nécessaire de mettre en place une organisation transfrontalière à travers l'Afrique. Le capital opère déjà au-delà des frontières, exploitant les travailleurs/travailleuses et les ressources sur l'ensemble du continent. Les communautés qui résistent aux déplacements, à la destruction de l'environnement et à la restructuration néolibérale doivent également construire des alliances transnationales. La solidarité panafricaine ne peut rester rhétorique ; elle doit s'ancrer dans une lutte politique commune.

Des frontières coloniales à la solidarité panafricaine

Une telle lutte devra s'attaquer à la contradiction qui est au cœur de l'approche des gouvernements africains en matière de migration. Alors que de nombreux États ont signé l'Accord de libre-échange continental africain (ALECA), très peu ont ratifié les protocoles garantissant la libre circulation des Africain·es. Les capitaux peuvent circuler librement, mais les travailleurs/travailleuses et les personnes pauvres sont criminalisés lorsqu'elles ou ils franchissent les frontières. Pour lutter contre l'afrophobie, il faut donc également exiger la liberté de circulation et s'opposer au durcissement des frontières héritées de la domination coloniale.

Derrière tout cela se cache une vision politique plus large. L'afrophobie trouve ses racines dans des conceptions exclusives de la citoyenneté et de l'appartenance, façonnées par le colonialisme et reproduites par les États postcoloniaux. Pour y résister, il faut imaginer l'identité africaine différemment – non pas comme quelque chose de figé par les frontières ou les passeports, mais comme



un processus ouvert et évolutif ancré dans une humanité partagée et une lutte collective.

Enfin, les jeunes jouent un rôle central dans la construction de cet avenir alternatif. L'éducation politique et le travail culturel auprès de la jeunesse africaine sont donc essentiels. Si l'afrophobie s'apprend à travers les médias, la politique et les récits quotidiens, alors la solidarité doit également être enseignée et cultivée. Les jeunes ont besoin, dès leur plus jeune âge, d'occasions de réfléchir de manière critique à la migration, à l'identité, aux inégalités et au panafricanisme.

La lutte contre l'afrophobie est donc indissociable de la lutte pour la transformation sociale elle-même. C'est une lutte contre les inégalités, l'exploitation, la dépossession et la manipulation politique. Elle exige que nous refusions les fausses divisions imposées entre «locales/locaux» et «étranger-s» et que nous reconnaissions plutôt les conditions communes qui façonnent la vie de la classe ouvrière à travers le continent.

En fin de compte, la véritable question n'est pas de savoir si les migrant-es ont leur place en Afrique du Sud. La véritable question est de savoir si nous allons laisser les élites et les opportunistes politiques diviser les personnes ordinaires, tandis que les structures qui engendrent la pauvreté et les inégalités restent intactes. La réponse à l'afrophobie ne réside pas dans un renforcement des frontières ou une exclusion plus sévère, mais dans la solidarité, la justice et une politique panafricaine véritablement émancipatrice.

Source : [Amandla!](#), 8 juin 2026. Traduction DE.

Faisal Garba est professeur associé de sociologie à l'Université du Cap et professeur associé de sociologie, de migration et de mobilité à l'Africa Institute de Sharjah.

ADRESSES À VISITER

CLIQUEZ SUR LES IMAGES

Alternatives Sud, la revue des points de vue du Sud sur les crises du monde.



New Politics, «Impérialisme et campisme», «Regards sur le néo-stalinisme».



Vladyslav Starodubtsev, «Prendre les menaces au sérieux et transformer le réarmement».



Les travailleuses qui font le sale boulot de l'industrie indonésienne du nickel

Sarinah

39

L'approvisionnement en nickel de l'Indonésie sur le marché mondial a considérablement augmenté ces dernières années, sous l'effet de la demande croissante en minéraux nécessaires à la transition énergétique. En réponse, le gouvernement a mis en œuvre une stratégie ambitieuse visant à industrialiser le secteur du nickel par le biais d'une politique communément appelée «aval du nickel» [*nickel downstreaming*], qui a pour objectif d'accroître la valeur ajoutée nationale de la production minière et de jeter les bases de la production de batteries.

Cette transformation a généré de nouvelles opportunités d'emploi, alimenté la migration de main-d'œuvre et concentré les travailleur·euses dans les principales zones industrielles du nickel. La croissance de l'emploi a principalement absorbé la main-d'œuvre masculine, tandis que la participation des femmes à l'emploi formel dans les secteurs miniers et de la fonderie reste extrêmement faible. Au contraire, le travail des femmes est largement concentré dans les activités économiques informelles autour des sites miniers, en particulier dans les tâches telles que la restauration et les services de blanchisserie, qui assurent la vie quotidienne au sein des communautés minières.

L'industrialisation du nickel a également entraîné de graves préjudices sociaux et écologiques qui exercent une pression croissante sur les moyens de subsistance des communautés. Ces coûts sociaux et environnementaux sont souvent répercutés sur les ménages, où les femmes supportent une part disproportionnée de ce fardeau. La blanchisserie, en particulier, apparaît comme un lieu clé où le travail croise la production industrielle et la dégradation de l'environnement.

S'appuyant sur une enquête menée auprès de travailleuses d'une zone industrielle du nickel, cet article explore les services de blanchisserie en tant que forme sous-étudiée de travail de soins liée à la production de nickel en Indonésie.

Nickel, emploi et genre

L'Indonésie a lancé en 2014 une politique visant à valoriser les ressources minérales, suivie en 2020 d'une interdiction des exportations de minerai de nickel. L'industrie de transformation du nickel s'est considérablement développée grâce à de nouveaux investissements, notamment en provenance de Chine. Le gouvernement indonésien a soutenu cette expansion par le biais de mesures incitatives, telles que des exonérations fiscales et des garanties de sécurité. En conséquence, des fonderies de nickel ont vu le jour sous la forme de coentreprises associant des entreprises publiques et privées, donnant naissance à d'importantes zones industrielles telles que le parc industriel d'Indonésie Morowali et le parc industriel d'Indonésie Weda Bay.

L'emploi dans l'industrie du nickel a connu une croissance rapide, employant désormais des centaines de milliers de travailleur·euses. À lui seul, Morowali emploie environ 84 000 travailleurs, dont seulement environ 6 500 femmes. La main-d'œuvre est principalement composée de ressortissants indonésiens, comprenant à la fois des résidents locaux et des migrants intérieurs. La pratique des entreprises chinoises consistant à faire venir des travailleurs de Chine pour occuper des postes à responsabilité a créé des tensions avec les travailleurs locaux. La documentation existante établit également

un lien entre cette expansion et des conditions de travail dangereuses, notamment de longues heures de travail, des accidents mortels à répétition et une exposition continue à la poussière et à la pollution.

Les conditions de travail ont contribué à des conflits sociaux et suscité une syndicalisation, tout en façonnant la vie quotidienne des communautés. Dans ce contexte, les divisions du travail fondées sur le genre persistent, les femmes étant largement exclues de l'emploi formel dans les mines et les fonderies et se concentrant dans des activités informelles et liées aux soins à proximité des zones industrielles.

Ainsi, les femmes mènent leur vie quotidienne en accomplissant des tâches de soins au sein des ménages et des communautés. Le mariage et la famille constituent les institutions centrales de la prise en charge dans les communautés minières. [...].

Comme les salaires sont souvent insuffisants pour soutenir un modèle familial à revenu unique, de nombreuses femmes exercent un travail rémunéré pour soutenir les finances du ménage et gagner leur propre revenu, tout en étant toujours censées accomplir les tâches ménagères. En raison de l'accès limité à l'emploi formel dans les fonderies et les mines, les femmes se tournent donc vers des activités liées aux soins qui peuvent être combinées avec leurs responsabilités domestiques et exercées à proximité ou au sein même du foyer. Les longues heures de travail – les quarts de douze heures sont la norme – et les environnements extrêmement poussiéreux autour des zones industrielles créent une demande pour des services essentiels liés aux soins, notamment la préparation des repas et les services de blanchisserie, auxquels les femmes participent activement.

Le travail dans les mines est salissant. Qui s'occupe du nettoyage ?

Les blanchisseries implantées à proximité des zones minières ne nécessitent généralement qu'un capital de départ modeste. Certains propriétaires de blanchisseries ont obtenu leur capital de départ grâce à des indemnités de licenciement après avoir été licenciés d'un emploi formel, tandis que d'autres ont compté sur les revenus tirés de la vente de terrains à des entreprises minières

ou industrielles, entre autres sources. Une fois l'équipement de base, tel qu'une machine à laver et un sèche-linge, acquis, l'entreprise peut être établie dans un petit local ou à domicile, où le foyer fait également office de lieu de travail. Comme l'entreprise est relativement facile à créer, la concurrence interne est courante.

Malgré cette concurrence, les services de blanchisserie restent très demandés dans les communautés minières. Lors de l'enquête préliminaire, un travailleur a déclaré qu'il recourait occasionnellement à des services de blanchisserie parce qu'il vivait seul. Les travailleurs qui n'ont pas accès à une machine à laver ont également tendance à utiliser ces services. Dans une perspective de reproduction sociale, le travail de blanchisserie peut être considéré comme faisant partie du travail de reproduction qui permet aux travailleurs de reprendre des emplois industriels physiquement exigeants.

Pour permettre de concilier les tâches ménagères liées à la lessive avec d'autres responsabilités domestiques, les foyers font office de blanchisseries. Le travail rémunéré et les tâches domestiques non rémunérées, telles que la cuisine et la garde des enfants, s'effectuent dans le même espace et souvent en même temps. Cela met en évidence la manière dont les femmes assument simultanément de multiples responsabilités afin de permettre aux hommes d'exercer un travail rémunéré en dehors du foyer.

Le temps est un facteur crucial dans les services de blanchisserie, car le prix de ces services est étroitement lié à la rapidité avec laquelle le travail est effectué. La gestion du temps est essentielle non seulement pour répondre aux demandes des clients, mais aussi pour faire face aux contraintes infrastructurelles telles que les coupures d'électricité programmées et la dépendance aux générateurs. Les entreprises de blanchisserie sont également confrontées à de multiples défis infrastructurels, notamment l'accès à l'eau potable, à l'électricité et la gestion des déchets. Un rapport rédigé par une femme propriétaire d'une blanchisserie indique qu'elle a déménagé son entreprise du village de Fatufia, où se trouve l'IMIP, vers le village de Bahomakmur, situé en dehors de la zone industrielle, en raison d'un accès limité à l'eau potable.

Outre la pression du temps, les femmes travaillant dans les blanchisseries sont également confrontées à des risques environnementaux inhérents à leurs pratiques quotidiennes. Le lavage intensif d'uniformes de travail recouverts de poussière les expose à la poussière et à une eau potentiellement contaminée, transférant ainsi la pollution industrielle des sites miniers vers les espaces domestiques et les quartiers. Le village de Fatufia et ses environs souffrent actuellement de sécheresses et d'inondations saisonnières, et la pollution par les résidus toxiques liés aux activités minières et de fonderie a causé des dommages aux cours d'eau et aux moyens de subsistance côtiers. Les travailleuses des blanchisseries sont confrontées à des risques environnementaux similaires à ceux subis par l'ensemble de la communauté, tout en assumant la responsabilité des tâches ménagères et des soins qui dépendent de l'accès à des environnements sains.

Laver des vêtements contaminés avec de l'eau contaminée dans un environnement pollué constitue donc une pratique quotidienne par laquelle les dommages écologiques sont gérés au sein des foyers. Cela soulève également des inquiétudes sur les effets à long terme sur la santé et l'augmentation potentielle des responsabilités des femmes dans la prise en charge de membres de la famille malades, en plus de leurs tâches ménagères et de soins existantes.

De plus, les travailleuses des blanchisseries opèrent dans des conditions précaires et sont largement dépourvues de protection, car les relations de travail sont rarement formalisées et reposent généralement sur des liens de parenté ou des arrangements personnels. Alors que les entreprises de nickel bénéficient d'incitations de l'État et de garanties de sécurité, les travailleurs des blanchisseries n'ont pas accès à l'assurance maladie, aux retraites ni aux protections prévues par le droit du travail. Cette situation illustre comment ce sont les travailleuses, plutôt que les entreprises ou l'État, qui absorbent les coûts sociaux et environnementaux de la pollution industrielle et de la reproduction sociale de manière privée au sein des ménages.

La face cachée de l'industrie du nickel

Le travail de blanchisserie autour des zones industrielles du nickel est au cœur de la reproduction sociale de l'industrie indonésienne du nickel. Contrairement à l'idée selon laquelle l'industrialisation du nickel profiterait aux communautés environnantes en créant des opportunités de petites entreprises, les services de soins informels ne sont pas simplement le résultat de la croissance industrielle, mais constituent des conditions nécessaires au maintien de la production de nickel.

En se concentrant sur la vie quotidienne des travailleuses de blanchisserie, cette analyse s'appuie sur la théorie de la reproduction sociale et s'étend à travers une écologie politique féministe pour montrer comment le travail de soins s'entremêle avec les dommages environnementaux. Les femmes qui fournissent des services de blanchisserie permettent aux hommes de participer à un travail industriel physiquement exigeant. Ce faisant, elles sont exposées à la pollution, car les contaminants industriels sont transférés dans les espaces domestiques par le biais des pratiques quotidiennes. À mesure que le secteur du nickel se développe et génère des profits sur les marchés mondiaux, les coûts écologiques, corporels et sociaux sont supportés non seulement par les hommes, mais aussi par les femmes qui effectuent le travail de soins dans les communautés minières. Reconnaître ces formes de travail est essentiel pour comprendre les fondements genrés de l'industrialisation du nickel et les relations sociales inégales dans la transition énergétique.

Source : *Global Labour Column*, 11 juin 2026. Traduction DE.

Sarinah est une ancienne étudiante de la Global Labour University (LPG Allemagne) et suit actuellement un master dans le cadre du programme de formation à la recherche en sciences sociales (préparation au doctorat) à l'université Humboldt.

Lettre ouverte à la Conférence internationale contre la guerre de Londres

Snijana Oleksun

Le 20 juin, la coalition « Stop the War » (StW) organise à Londres une grande conférence internationale contre la guerre. En janvier dernier, Ukraine Solidarity Campaign avait écrit à [à la] coordinatrice de StW, pour souligner que tout débat crédible sur la guerre devait inclure les personnes directement touchées par l'invasion [...] de la Russie – en particulier les syndicalistes ukrainiennes et les organisations de gauche démocratique. Nous avons proposé notre aide pour organiser cette participation. Nous avons reçu une réponse provisoire le 28 janvier indiquant que les décisions n'avaient pas encore été prises – aucune intervenante ukrainienne n'avait été invitée.

Afin de veiller à ce que ces voix ne soient pas exclues, nous publions la lettre ouverte percutante adressée à la conférence par Snizhana Oleksun, présidente du conseil de l'organisation socialiste démocratique ukrainienne Sotsialnyi Rukh. Elle est enseignante et syndicaliste à Kryvyi Rih, une grande ville industrielle d'Ukraine. Son message nous parvient directement depuis les premières lignes de la résistance à l'impérialisme russe et de la lutte pour la justice sociale. [...].

Comme l'indique la lettre : « Nos voix, celles de ceux qui résistent à l'impérialisme, qui luttent pour la justice sociale et qui vivent cette guerre, sont absentes. » Nous invitons les lecteurs/lectrices à diffuser largement ce message afin que celles et ceux qui subissent les conséquences de cette guerre ne soient pas réduites au silence par leur exclusion de cette conférence.

Nous sommes réunies aujourd'hui à Londres alors que l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie continue de ravager des villes, des lieux de travail et des communautés. Chaque jour apporte son lot de nouvelles frappes de missiles sur des habitations, des écoles, des hôpitaux, des dépôts ferroviaires et des infrastructures énergétiques. Des millions de travailleur·euses sont déplacé·es, des milliers ont été tué·es sur leur lieu de travail ; des régions entières sont confrontées à l'occupation, à la répression et à une « russification » forcée.

Pourtant, aucun·e socialiste, syndicaliste, féministe ou militant LGBTQ+ ukrainien·ne n'a été invité·e à prendre la parole lors de cette conférence. Nos voix – celles de ceux qui résistent à l'impérialisme, qui luttent pour la justice sociale et qui vivent cette guerre – sont absentes.

Baisser les armes, c'est notre défaite

L'appel lancé lors de la conférence exhorte les personnes à « baisser les armes et augmenter nos salaires ». Pour les travailleurs et travailleuses ukrainiennes, ce n'est pas une solution. Si nous baissons les armes, nous sommes vaincu·es. L'occupation n'apporte pas la paix – elle apporte l'occupation, les fosses communes, les enlèvements d'enfants, les déportations et la destruction des syndicats indépendants et de la société civile.

Une politique de paix qui oublie celles et ceux qui sont attaqué·es n'est pas du tout une politique de paix.

Une résistance populaire et une lutte pour la justice sociale

Cette guerre revêt le caractère d'une *guerre populaire*. Plus d'un million d'Ukrainien·nes servent dans les forces de défense ; des millions d'autres assurent le fonctionnement du pays : cheminot·es, infirmier·es, travailleurs et travailleuses du secteur de l'énergie, enseignant·es, bénévoles. Chaque jour, des travailleurs/travailleuses nous contactent au sujet des drones qu'ils et elles doivent financer par le biais de campagnes de financement participatif, de collègues tué·es au travail, de salaires impayés et des pressions écrasantes de la guerre.

Les socialistes démocrates et les syndicalistes d'Ukraine mènent un combat sur deux fronts :

- contre l'impérialisme russe, qui cherche à rayer notre pays de la carte et à écraser nos mouvements ;
- contre les politiques néolibérales nationales, qui affaiblissent les droits du travail, privatisent les biens publics et sapent l'effort de guerre en faisant peser le fardeau sur les citoyen·nes ordinaires tandis que la fortune des oligarques reste intacte.

Nous rejetons à la fois l'impérialisme et l'austérité. Nous luttons pour une *Ukraine libre, démocratique et socialement juste*.

À la gauche internationale et au mouvement pacifiste

Trop de forces progressistes continuent de voir le monde à travers un prisme dépassé, en considérant les États-Unis comme la seule puissance impérialiste et la Russie comme sa victime. Ce cadre de réflexion ne permet pas d'expliquer pourquoi l'Ukraine continue de résister même après le gel de l'aide militaire américaine. Il ne permet pas non plus d'expliquer pourquoi les travailleurs et les travailleuses, les féministes, les militant·es LGBTQ+ et les socialistes ukrainien·nes soutiennent massivement la résistance.

S'opposer à l'envoi d'armes à l'Ukraine au nom de l'« antimilitarisme » nous laisse sans défense. Ce n'est pas de la solidarité, c'est de l'abandon.

À quoi ressemble la véritable solidarité ?

Nous appelons toutes les personnes présentes à la conférence aujourd'hui à :

- *se tenir aux côtés des travailleur·euses, des syndicats et des mouvements sociaux* ukrainien·nes qui résistent à l'invasion et luttent pour les droits démocratiques ;
- *soutenir l'aide militaire et humanitaire* qui permet à l'Ukraine de survivre et de défendre sa population ;
- *s'opposer aux réformes néolibérales* qui sapent les droits du travail et les protections sociales en temps de guerre ;
- *exiger une paix juste* – une paix décidée par les Ukrainien·nes, et non imposée par Trump, Poutine et les accords entre grandes puissances qui récompensent l'agression.

L'extrême droite au Royaume-Uni, aux États-Unis et ailleurs défend Poutine. Une défaite de l'Ukraine renforcerait les forces fascistes et autoritaires partout dans le monde.

La résistance de l'Ukraine – la survie de notre mouvement syndical – soutient les luttes pour la démocratie et la justice sociale à travers le monde.

N'excluez pas les voix ukrainiennes.

Ne qualifiez pas l'occupation de « paix ».

Soutenez l'Ukraine. Soutenez les travailleurs et les travailleuses ukrainiennes.

Source : [Ukraine Solidarity Campaign](#).

Publié en français dans [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 49-50, 1^{er} juillet 2026.

Traduction PS.

Snijana Oleksun est membre conseil de Sotsialnyi Rukh.



DEMAIN, C'EST MAINTENANT



Climat : un appel à la résistance démocratique, sociale et écologique

Déclaration

45

Records de chaleur meurtriers et cyclones dévastateurs, conflits pour l'accès à l'eau, reculs des politiques publiques de transition écologique et juste, montée de régimes autoritaires et multiples violations du droit international, attaques contre les défenseurs et défenseuses de l'environnement et renforcement des inégalités environnementales que subissent les populations les plus vulnérables, l'heure est grave pour les mouvements climat. C'est face à ce contexte que nous, actrices et acteurs de la société civile de la transition écologique et sociale, réunis les 19 et 20 juin 2026 lors des Rencontres des mouvements climat à Paris, lançons cet appel à la résistance.

La situation politique nationale et internationale, instable et préoccupante, est marquée par une détérioration des équilibres démocratiques, le dénigrement de la science, une concentration des médias menaçant leur indépendance et la montée de discours de repli. Dans le même temps, notre système économique favorise toujours plus les profits à court terme pour un petit nombre de personnes au détriment des conditions de vie dignes de la majorité de la population. Ce contexte dégrade les capacités d'actions de la société civile pour lutter contre le réchauffement climatique et permettre aux populations les plus vulnérables d'accéder à des conditions de vie dignes et des moyens convenables d'existence et d'accéder aux solutions de transition écologique. Les menaces pesant sur la résilience des structures associatives et militantes elles-mêmes s'accroissent également (menaces sur les libertés associatives, coupes budgétaires, instauration d'un climat de peur et d'intimidations, etc.), renforçant les

inégalités environnementales subies par les personnes racisées, en situation de pauvreté, les femmes et les minorités de genre. Qu'advient-il de la société civile si le contexte, déjà délétère, s'aggrave du fait de bascules politiques possibles en 2027 ?

Pour toutes ces raisons, les actrices et les acteurs des mouvements climat ne doivent pas faiblir. Nous pouvons faire de l'espoir une puissance d'action, faire de la transition écologique une source d'émancipation, de justice et de protection, et nous renforcer collectivement pour affronter les défis et saisir les opportunités des mois et années à venir. Nous avons les moyens d'être forts aujourd'hui et résilients pour demain.

C'est pourquoi l'ensemble des organisations des mouvements climat est en ordre de marche pour résister :

- faisons preuve de solidarité, plus que jamais, vis-à-vis de la population dans toutes ses composantes, et notamment les minorités opprimées (personnes racisées, en situation de pauvreté, femmes et minorités de genre) : la solidarité doit rester un pan central de notre action ;

- dénonçons, chaque fois que cela est possible, l'obscurantisme, le racisme, le patriarcat, le négationnisme climatique ou encore la corruption, dont la montée est une menace pour les droits de tous, mais aussi pour les médias, les lieux de représentation démocratique et les plus hauts niveaux de décision de l'État ;

- opposons-nous, encore, à ce système économique d'accumulation des profits, de court-terme, privilégiant une minorité ;

- renforçons nos liens et les actes d'entraide avec les acteurs essentiels d'une société démocratique et juste : les chercheurs

et chercheuses, les syndicats de travailleuses et travailleurs, ainsi que l'ensemble des acteurs de la société civile œuvrant pour une société plus solidaire et un monde préservé. Notre force réside dans cette diversité ;

■ augmentons notre puissance d'action en demandant une meilleure reconnaissance du rôle des actrices et des acteurs de la justice sociale et climatique dans le fonctionnement de notre société et le respect de leurs droits et la protection de leurs ressources financières.

Ne laissons aucune force mettre en péril les droits humains fondamentaux, les acquis sociaux gagnés de haute lutte, et les équilibres environnementaux dont notre survie dépend directement. Nous devons lutter de concert contre les montées de l'obscurantisme, de la désinformation, des discriminations et des attaques contre les actes de solidarité. Nous sommes fiers, combatifs et plus nombreux que jamais, dans notre diversité et dans nos alliances. On ne lâche rien.

Paris, le 20 juin 2026

LISTE DES STRUCTURES SIGNATAIRES

1. ESS France
2. Alofa Tuvalu
3. Greenpeace France
4. RESES (Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire)
5. France nature environnement
6. Zero Waste France
7. 350.org
8. EKO !
9. Manifestation alternatif France
10. ONAV (Observatoire national des alimentations végétales)
11. Réseau action climat France
12. WECF (Women Engage for a Common Future)
13. Action santé mondiale
14. Fédération artisans dumonde
15. Générations futures
16. Emmaüs France
17. Fédération française des usagers et usagères de la bicyclette
18. ActionAid France
19. Déclat collectif
20. Bio Consom'acteurs
21. CCFD-Terre solidaire
22. Gret
23. Union syndicale Solidaires
24. Oxfam France
25. Seastemik
26. Enercoop
27. Rester sur Terre
28. Les petits débrouillards

29. Alternatiba
30. Action non-violente COP21
31. Pour un réveil écologique
32. Emmaüs international
33. CIWF France
34. Mouvement pour l'économie solidaire
35. Fridays For Future France
36. ATD Quart-Monde
37. La Communauté écotable
38. Maison régionale de l'environnement et des solidarités Hauts-de-France
39. Foodwatch France
40. Bloom
41. SOL
42. Notre affaire à tous
43. AVF (Association végétarienne de France)
44. Commerce équitable France
45. Les Amis de la Terre France
46. Mouvement pour une alternative non-violente (MAN)
47. Reclaim Finance
48. Amnesty International France
49. Terre de liens
50. Les désobéissants/La Boutique militante
51. Energie Partagée
52. Attac France
53. Action justice climat Paris
54. Résistance à l'agression publicitaire
55. LDH (Ligue des droits de l'Homme/droits humains)
56. L'Heureux cyclage - Réseau des ateliers participatifs et solidaires



Éthiopie : une coopérative avicole réhabilite la primauté du droit d'usage

Organisation internationale du travail

Avec le soutien de l'Organisation internationale du travail (OIT), une coopérative d'Addis-Abeba montre comment une entreprise coopérative peut renforcer les moyens de subsistance et créer des perspectives d'emploi pour les jeunes.

Tout a commencé il y a près de dix ans dans le district de Lemi Kura, près de la capitale éthiopienne Addis-Abeba, lorsque Tolera Alemu et neuf autres jeunes entrepreneurs se sont réunis autour d'une ambition commune : créer leur propre emploi et bâtir ensemble une entreprise capable de se développer dans la durée.

Comme beaucoup d'initiatives portées par des jeunes, ils ont été confrontés au défi de l'accès au capital de départ. Chaque entrepreneur a contribué à hauteur de 50 000 ETB, soit environ 320 dollars américains, pour un total de 500 000 ETB (environ 3 200 dollars), afin de lancer une coopérative avicole. En mettant leurs ressources en commun, ils ont créé la coopérative avicole «Tolera, Yakob and Friends».

La coopérative a ensuite été mise en relation avec Live for Generation, une organisation soutenue par l'OIT, qui promeut la participation des jeunes, leur leadership et leur prise de décision dans la vie sociale, économique et civique. Live for Generation leur a fourni un capital supplémentaire, utilisé pour acheter des aliments pour les animaux et des vaccins afin de les protéger contre les maladies.

«L'accès à un financement supplémentaire est arrivé au bon moment pour notre croissance», a déclaré Tolera, 32 ans, responsable de la coopérative et père d'un enfant. «Ce soutien nous a permis d'avancer.»

Grâce à ce soutien, la coopérative a adopté un modèle économique consistant à acheter des poussins d'un jour, à les élever pendant un mois avant de les revendre. Lors de son premier cycle de production, la coopérative a acheté 1 200 poussins et réalisé un bénéfice net de 50 000 ETB (environ 300 dollars), réinvesti dans l'achat de 100 poussins supplémentaires.

La coopérative s'est également lancée dans la production d'œufs.

«Nous avons la vision de grandir ensemble et de fournir des produits de qualité à nos clients», a expliqué Tolera.

Apprendre à entreprendre collectivement

Au-delà du financement, les membres indiquent que le suivi et le mentorat de l'initiative menée par l'OIT ont contribué à stabiliser les opérations et à planifier la croissance.

Les membres travaillent par roulement. Ils alternent les responsabilités liées à l'alimentation, à l'abreuvement, à l'assainissement et au contrôle de la température, et prennent les décisions commerciales de manière collective et démocratique, en partageant les risques, les responsabilités et les revenus.

Pour Biftu Debia, 24 ans, étudiante en comptabilité auparavant sans emploi, cette expérience a transformé sa vie, tant sur le plan économique que personnel.

«Le soutien est arrivé au moment où nous en avions le plus besoin», a déclaré Biftu. «Ils nous ont donné confiance en nos capacités en nos capacités et à envisager l'expansion de cette activité pour atteindre davantage de clients.»

L'expérience a également changé sa perception du travail coopératif. «Avant, j'avais

entendu dire qu'il était difficile de travailler en groupe. Je n'avais pas une opinion positive des coopératives», a-t-elle expliqué. «Mais cette perception a changé en voyant que cela fonctionne concrètement. J'ai compris qu'il était possible de travailler ensemble, dans un esprit de coopération, et de progresser ensemble.»

À long terme, la coopérative prévoit d'augmenter sa production, ses revenus et de diversifier ses activités. Les membres espèrent également que, avec la croissance de l'entreprise, celle-ci contribuera à l'économie locale en créant davantage d'emplois pour les jeunes de la communauté.

Le soutien de l'OIT aux coopérative

Live for Generation fait partie des organisations dirigées par des jeunes sélectionnées pour encadrer des entrepreneurs réfugiés et des communautés d'accueil. L'initiative, le fonds «Youth to Youth» de l'OIT, est mise en œuvre avec Edukans Ethiopia dans le cadre de PROSPECTS, un partenariat entre l'OIT, la Société financière internationale (IFC), le HCR, l'Unicef et la Banque mondiale, soutenu par le gouvernement des Pays-Bas, visant à améliorer les conditions de vie des communautés d'accueil et des réfugiés.

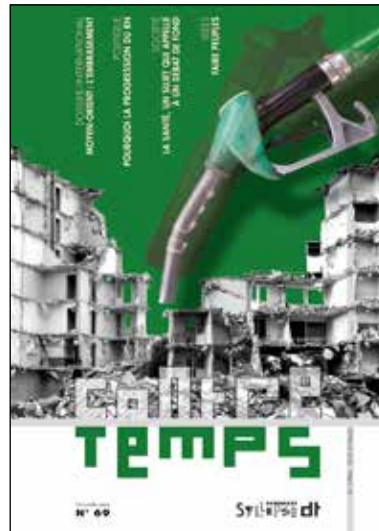
Depuis 1919, l'OIT promeut les coopératives comme des entreprises démocratiques appartenant à leurs membres, qui favorisent le travail décent, la justice sociale et un développement inclusif. En Éthiopie, l'OIT travaille avec ses partenaires pour soutenir le développement des coopératives par des conseils en matière de politiques, le renforcement des capacités et la formation pratique.

Source : [OIT Infos](#), 1^{er} juillet 2026.

ADRESSES À VISITER

[CLIQUER SUR LES IMAGES](#)

ContreTemps : «Embrasement au Moyen-Orient, Gaza, Cisjordanie, Liban, Iran...»



Les infos du Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine



Samizdat 2, la voix de l'opposition russe et de la résistance ukrainienne.



Le droit d'usage contre la spéculation immobilière

Entretien avec Enrique Cal

49

Existant depuis cinq décennies, la Fédération uruguayenne des coopératives de logements par entraide (Fucvam) est l'un des plus grands mouvements coopératifs de logement au monde. Elle regroupe 35 000 familles réparties dans 760 coopératives dans un pays qui compte 3,5 millions d'habitantes. Les coopératives sont régies par les principes d'autogestion, d'entraide et dans une optique non spéculative du logement. Enrique Cal en est le président.

Ce modèle, écrit Javier Pérez Orgaz, qui s'est entretenu avec lui, est à mi-chemin entre l'achat et la location : « Il permet d'habiter le logement de manière stable, en évitant la spéculation grâce à la propriété coopérative et à la gestion par assemblée des membres qui la composent, et avec la flexibilité de pouvoir quitter le logement quand on le souhaite, en recevant la quote-part d'entrée. »

Enrique Cal a vécu dans ce type de logement pratiquement toute sa vie, d'abord en tant qu'enfant avec ses parents puis avec sa propre famille.

Dans l'État espagnol, le modèle le plus développé est celui de la Catalogne, grâce à des organisations telles que Sostre Civic, La Dinamo ou Perviure, entre autres. Ce n'est pas un hasard si c'est un endroit où le coopérativisme ouvrier et le collectivisme libertaire sont particulièrement bien implantés depuis près de deux siècles. Quelles sont les origines et les antécédents de la Fucvam en 1970, année de sa fondation ?

L'origine de la Fucvam doit être replacée dans le contexte de la crise socio-économique des années 1960, qui a préparé le terrain pour ce qui allait devenir les années de

dictature en Uruguay et, plus généralement, dans toute l'Amérique latine.

C'est alors qu'un sénateur lié au progressisme catholique et à la théologie de la libération, qui commençait déjà à se développer dans toute l'Amérique latine, Juan Pablo Terra, architecte et personne dotée d'une grande sensibilité sociale, voit l'opportunité de créer, avec d'autres professionnels, un chapitre consacré au coopérativisme immobilier.

C'est ainsi qu'ont été créés le cadre réglementaire pour les coopératives, le financement, l'accès à la terre, tout le conseil technique, ce qui permet, dès 1968, la création de trois coopératives de logement, qui créent les conditions pour que les partis traditionnels finissent par accepter ces normes. Dans le cadre d'un gouvernement de droite, qui est d'ailleurs le même parti qui ouvrira ensuite la porte à la dictature, cette loi est votée à l'unanimité, y compris le chapitre sur le coopérativisme.

Les coopératives [de logement] sont une synthèse de ce qu'est la société uruguayenne à chaque instant. C'est un mouvement lié à la classe ouvrière, populaire, dans une alliance de classe avec les travailleurs organisés.

Cela signifie que le cadre juridique existait avant la Fucvam. C'est une information importante : lorsque nos collègues d'autres pays nous disent qu'ils veulent développer le modèle coopératif sans disposer d'un modèle normatif, d'un cadre juridique, nous leur expliquons que c'est plus compliqué, car

ils seront toujours à contre-courant du statu quo et du financement, surtout.

Deux ou trois mois après l'adoption de la loi, il existait déjà plus de 100 coopératives, qui ont d'abord formé une coordination de coopératives, puis la Fucvam en 1970. Les trois coopératives pilotes ont une origine ouvrière, l'une liée au chemin de fer, l'autre aux entreprises frigorifiques de Fray Bentos et la dernière aux travailleurs ruraux, où les femmes jouent un rôle important car, tandis que les hommes travaillaient dans les champs et ne rentraient chez eux que le week-end, ce sont elles qui participaient principalement à la construction des logements.

Les coopératives sont une synthèse de ce qu'est la société uruguayenne à chaque instant. Ce n'est pas qu'il y ait une population majoritairement de gauche, c'est un phénomène que les gens viennent de l'extérieur ont souvent du mal à comprendre, même s'il s'agit clairement d'un mouvement lié à la classe ouvrière, populaire, dans une alliance de classe avec les travailleurs organisés.

La propriété est collective, les coopérateurs sont les utilisateurs du logement. Il existe un document d'usage et de jouissance qui protège le droit de vivre dans ce logement qui appartient à la coopérative.

Quels sont les piliers sur lesquels repose le coopérativisme immobilier de la Fucvam ?

Tout d'abord, la démocratie directe, il n'y a pas d'intermédiaires dans la prise de décision, comme dans toute coopérative.

La loi prévoit deux types de contributions de la part des familles coopératives : d'une part, la contribution financière, qui se traduit par une épargne préalable. L'autre type de contribution se traduit par l'entraide, ce qui signifie que les familles doivent travailler à la construction des logements entre 21 et 25 heures par semaine pour chaque noyau familial pendant la durée des travaux, soit deux ou trois ans, selon le calendrier établi par les techniciens, où toute personne âgée de plus de 18 ans se met au service du maître d'œuvre. Peu importe que vous soyez enseignant, mécanicien, employé de banque ou autre, si vous devez creuser des puits ou vous casser les mains avec une pelle, vous

verrez ensuite comment faire pour taper au clavier au bureau.

Un autre aspect est la propriété collective : les coopérateurs et coopératrices sont les utilisateurs du logement. Il existe un document d'usage et de jouissance qui garantit le droit de vivre dans ce logement qui appartient à la coopérative, c'est pourquoi nous parlons de propriété collective. On me demande : « Avez-vous un logement ? » Oui, mais je n'en ai pas un, j'en ai 50, car dans ma coopérative, nous sommes 50 maisons. Cela garantit que le logement n'est pas un bien d'échange, mais un bien d'usage, en termes économiques. Cela élimine la spéculation immobilière, car personne ne peut vendre son logement. Si demain je dois partir ou si je veux déménager dans une autre ville, je ne vends pas mon logement, je démissionne de la coopérative et celle-ci devra déterminer qui sera le nouveau membre, et comme il s'agit d'un logement déjà terminé il doit apporter le capital social équivalent aux heures travaillées et au remboursement du prêt à l'État.

Le dernier pilier sur lequel repose le modèle de la Fucvam est l'autogestion, qui existait déjà avant la construction. Les coopératifs sont les administrateurs du fonds, l'État verse l'argent à la coopérative par tranches et il n'y a pas d'autre intermédiaire technique dans ce processus. Nous décidons des achats, des contrats, des investissements à réaliser, car aujourd'hui, les tuiles sont peut-être bon marché, mais nous sommes peut-être en train de construire les fondations, et si nous achetons maintenant, nous allons économiser beaucoup d'argent. Une fois la construction terminée, les complexes coopératifs continuent de fonctionner, la coopérative ne disparaît pas, elle est infinie. Il existe de nombreux services communs : la salle commune, l'éclairage des allées, l'entretien des maisons, qui continue d'être autogéré par la coopérative elle-même.

Le droit d'usage garantit que le logement n'est pas un bien d'échange, mais un bien d'usage, en termes économiques. Il élimine la spéculation immobilière.

Ce sont les quatre principes fondamentaux de la Fucvam qui permettent à ce modèle de subsister et de perdurer dans le

temps. Car la Fucvam a depuis longtemps cessé d'être un simple mouvement pour le logement, c'est une organisation née au sein de la classe ouvrière, qui est liée, d'un point de vue idéologique, à la transformation de la société et à la disparition de toute forme d'exploitation. Elle transcende donc la lutte pour le logement, c'est une lutte pour obtenir un toit, mais aussi d'une lutte pour améliorer la vie de nos compatriotes et générer ce que nous appelons ici la recherche du bonheur public, du bien public, afin que chaque Uruguayen et chaque Uruguayenne puisse développer pleinement son potentiel.

Nous avons donc accompagné la lutte du mouvement populaire, la lutte contre la dictature, contre les intentions d'abaisser l'âge de la responsabilité pénale, contre la réforme menée par le gouvernement précédent d'une loi d'urgence clairement anti-populaire, la réforme de la sécurité sociale. En général, Fucvam est impliqué dans toutes les luttes qui touchent au bien public et au bonheur public. Nous sommes actuellement profondément engagés dans une campagne visant à instaurer une surtaxe sur les grandes fortunes, afin de lutter contre la pauvreté infantile en particulier, car un enfant uruguayen sur trois naît dans un foyer pauvre.

Qu'est-ce qui caractérise le coopérativisme en droit d'usage uruguayen et pourquoi est-il utile pour éviter la spéculation sur un bien tel que le logement ?

La première chose est la question du crédit. L'État accorde un crédit à la coopérative pour pouvoir construire le logement. Celui-ci couvre le coût du terrain, de la construction, des matériaux et de la main-d'œuvre spécialisée.

Je suis professeur d'éducation physique, je ne savais pas monter des murs. J'ai appris par la suite, mais je ne connaissais rien aux plans et autres questions similaires. C'est pourquoi les coopératives doivent employer des personnes spécialisées, telles que des maçons et des électriciens, qui forment les coopérateurs. Tout cela est financé et les conseils en matière d'architecture, de comptabilité et de questions sociales sont fournis par l'Institut d'assistance technique.

Le sujet du crédit est la coopérative, pas chaque famille. C'est la coopérative qui doit payer une cotisation collective. Si nous

divisons par le nombre de chambres, si nous fixons une cotisation unique, si nous divisons par mètres carrés, chaque coopérative prend la décision en toute autonomie grâce à la démocratie directe. L'Institut n'intervient pas pour dire : « Vous devez faire ainsi ». Non, il conseille et c'est la coopérative qui décide.

L'Uruguay est un pays de 3,5 millions d'habitants et environ 90 000 personnes n'ont pas de logement. Le déficit quantitatif reste le même qu'à l'époque où la loi a été créée.

Si une famille compte un membre malade qui n'est pas couvert par la Sécurité sociale parce qu'il est travailleur indépendant, qu'il n'a pas généré de revenus et qu'il ne peut pas payer la cotisation, la coopérative le couvre afin de ne pas avoir de pénalités à rembourser à l'État, puis, avec ou sans financement interne, selon les caractéristiques et le règlement de chaque coopérative pour l'utilisation du fonds de secours, cette famille rembourse la coopérative. Cela est important pour pouvoir bénéficier d'un logement décent indépendamment des problèmes économiques ou sociaux. Cela permet également d'agir de manière antisystémique face à tout ce qui constitue le butin de guerre que représente le logement en tant qu'élément déterminant pour les conditions de vie des gens.

Lorsque l'État transfère au marché la responsabilité de gérer quelque chose d'aussi fondamental et important que le logement, il n'y a aucune possibilité de surmonter les inégalités sociales et l'injustice.

Le système coopératif en droit d'usage va à l'encontre des intérêts du marché, car ses logements n'entrent jamais sur le marché spéculatif. Et si je veux partir, je ne vais pas chercher le meilleur moment pour vendre mon logement, car je ne peux pas le faire, puisque je n'en suis pas propriétaire. La coopérative ne peut pas non plus le vendre, elle ne peut qu'accepter l'entrée d'un nouveau membre. Elle lance un appel à candidatures lorsqu'elle a un logement vacant et ce nouveau membre entre avec les mêmes droits qu'un membre fondateur, même s'il n'a pas travaillé ni versé sa cotisation pendant vingt-cinq ans, qui est la durée de remboursement de l'argent. Aujourd'hui, c'est un problème,



car pour un travailleur moyen, il est très difficile d'entrer dans une coopérative déjà habitée, car ce que j'ai cotisé pendant vingt-cinq ans doit être cotisé en une seule fois, car il n'existe pas de plans de financement dans notre pays pour une famille qui souhaite entrer dans une coopérative, car il n'y a pas de garantie, il n'y a pas de bien à hypothéquer, car la maison coopérative n'est ni saisissable ni hypothécable. Tout cela constitue un cadre protecteur pour l'exercice effectif du droit au logement pendant toute la vie de cette famille et des générations suivantes, car le document d'usage et de jouissance est protégé par les droits de succession, ce qui signifie qu'à ma mort, mes filles pourront continuer à faire usage du document d'usage et de jouissance que j'ai signé à un moment donné.

Comment le coopérativisme en droit d'usage est-il devenu une réalité en matière de logement pour plus de 35 000 familles dans un pays de 3,5 millions d'habitants ?

Le principal succès est que cela fonctionne, c'est un système efficace qui répond à un besoin de la population. Si vous parcourez l'Uruguay, vous ne trouverez pas un seul squelette de coopérative, ce qui signifie que toutes les coopératives qui démarrent vont jusqu'au bout. Elles peuvent rencontrer des problèmes et les travaux peuvent être prolongés d'un an parce que le taux de change avec le dollar a changé, que les membres étaient paresseux et ne faisaient pas les heures requises ou ne travaillaient pas avec l'enthousiasme nécessaire. Mais il n'y a pas de squelettes de coopératives à moitié construites, toutes commencent et finissent. Vous pouvez voir des squelettes de bâtiments dans lesquels, à un moment

donné, le propriétaire, l'entrepreneur, l'équation économique n'était pas rentable, ils ont tout laissé et sont partis. On ne peut pas nous reprocher d'utiliser l'argent de l'État sans construire. Il s'agit donc d'un système efficace qui résout le problème du logement décent, d'un logement convenable pour les familles de travailleurs et de travailleuses.

Le système coopératif en droit d'usage va à l'encontre des intérêts du marché car ses logements n'entrent jamais sur le marché spéculatif.

D'autre part, la direction de la Fucvam est militante, il n'y a pas de dirigeants rémunérés. Il y a bien des collègues qui sont architectes et qui font partie du département d'assistance technique, lequel est également composé de coopérateurs qui, au cours de l'histoire de la coopérative, ont aimé le travail ou ont de l'expérience parce qu'ils sont maçons ou électriciens et ont déjà vécu la phase de construction. Ils se mettent au service des nouvelles coopératives afin qu'elles ne commettent pas les mêmes erreurs afin qu'elles disposent d'un éventail de possibilités pour résoudre des problèmes qui se sont certainement déjà posés dans l'une des coopératives précédentes.

Aujourd'hui, les coopératives sont de très bons clients, car l'Institut prélève 10 % du montant total du prêt. De plus, les maisons sont très belles, ce sont vraiment des maisons auxquelles un travailleur aurait du mal à accéder autrement.

Je pense que la Fucvam a su très bien s'adapter à différents moments et à différentes problématiques.

Dans les années 1990, le problème de la prolifération des bidonvilles s'est posé. La solution proposée par le gouvernement s'appelait «noyau de base évolutif»: il s'agissait d'une coquille vide que la famille devait faire évoluer pour en faire un logement. Mais si les familles n'avaient pas d'argent pour manger, comment pouvaient-elles faire évoluer leur logement? De plus, l'État engageait des entreprises privées qui construisaient ces logements avec des matériaux de mauvaise qualité afin d'augmenter leurs marges bénéficiaires. La Fucvam a alors proposé de confier la construction aux coopératives pour le même coût. Celles-ci ont construit des logements plus grands et de meilleure qualité. Aujourd'hui, ces coopératives subsistent, elles sont situées à côté des quartiers des noyaux de base évolutifs totalement détériorés, tandis que les coopératives disposent toutes d'espaces communs bien entretenus, de jardins, d'aires de jeux pour les enfants, etc. Non seulement on a construit plus et mieux, mais on a également réussi à coopérativiser un secteur de la société qui n'avait traditionnellement pas accès au coopérativisme. Cela a permis de briser le mythe selon lequel le coopérativisme était réservé aux travailleurs et travailleuses qui se trouvaient dans de meilleures conditions économiques.

Le modèle des coopératives en droit d'usage est un système efficace qui résout le problème du logement décent, un logement convenable pour les familles de travailleurs et de travailleuses.

Et aujourd'hui, des coopératives sont créées avec des personnes privées de liberté. Nous en sommes déjà à la deuxième coopérative où les membres détenus dans la prison pour hommes et les détenues dans la prison pour femmes font partie de la même coopérative et tentent de résoudre leur problème de logement pour leur sortie, afin de pouvoir rejoindre leurs familles à l'extérieur.

Avec les personnes sans domicile fixe également. Nous ne parlons pas ici des personnes les plus démunies, souffrant de troubles mentaux ou de problèmes de toxicomanie, mais de personnes qui ont suivi un processus de réinsertion, qui ont un emploi

et vivent dans des foyers de transition fournis par l'État, mais qui envisagent de créer une coopérative d'habitation afin de résoudre définitivement leur problème de logement, car toutes les solutions proposées par l'État sont temporaires et ont une durée limitée.

Les femmes transgenres sont une autre population qui est traditionnellement exclue des programmes sociaux et même des coopératives, car elles font partie de cette société machiste, patriarcale et discriminatoire qui est la nôtre, même si nous pensons être très ouverts et très inclusifs. Il existe une coopérative appelée Inclusión Brazos Abiertos, qui est principalement composée de femmes transgenres et de leurs familles.

Nous touchons aujourd'hui des secteurs de la société auxquels on n'aurait jamais pensé toucher il y a un demi-siècle.

Lors de la crise de 2000-2002, qui a été la grande crise économique de la région (car celle de 2008 n'a pas eu autant d'impact), il n'y avait rien à manger et les coopératives qui dépendaient de l'emploi public n'ont pas connu de gros problèmes, car les revenus des familles n'ont pas été affectés. À ce moment-là, on a commencé à se battre pour obtenir une aide à la permanence, ce qui signifie que l'État prenait en charge les coûts de la part de la cotisation des familles dont les deux membres avaient perdu leur emploi et qui n'avaient plus de revenus, car cela était prévu par la loi de 1968. C'est pourquoi nous disons que c'est une loi pionnière et, je pense, unique au monde en termes d'avant-gardisme. Mais cette allocation d'État était prévue par la loi, mais elle n'était pas appliquée et on ne voulait pas l'appliquer à l'époque.

La Fucvam a alors pris la décision de mettre en place un programme de subventions unilatéral: nous faisons les calculs et versions à l'État le montant correspondant à ces calculs. Au début, nous déposons cette somme, mais comme aucune avancée n'avait été enregistrée au cours de la deuxième année du conflit, nous avons commencé à la déposer sur un compte parallèle et avons ainsi mené une grève des paiements pendant dix ans, jusqu'à ce que le gouvernement accepte d'accorder la subvention aux familles en difficulté financière afin qu'elles ne perdent pas leur logement.

Nous avons occupé des terres, non pas pour y construire, mais pour dénoncer le fait que l'État détenait des terres inutilisées et que les coopératives étaient reléguées au second plan dans l'attribution des terres.

Ce furent là de grandes réalisations du coopérativisme, chaque problème important ayant suscité une réponse syndicale. Par exemple, dans les années 1990, il n'y avait pas d'accès à la terre, celle-ci était réservée aux grands consortiums immobiliers. Nous avons donc occupé des terres, non pas pour y construire, mais pour dénoncer le fait que des terres étaient inutilisées entre les mains de l'État et que les coopératives étaient reléguées au second plan dans l'attribution des terres. Cela a donné lieu à la création du premier portefeuille foncier au niveau d'un gouvernement départemental. Il fonctionne encore aujourd'hui : les terres mises à la disposition des coopératives ne sont pas évaluées à leur valeur marchande, mais à leur valeur cadastrale.

Récemment, un gouvernement de gauche a augmenté les intérêts des coopératives après 2008. Cette augmentation des intérêts décidée par la gauche a été réduite par le gouvernement de droite, le gouvernement précédent à celui qui est actuellement au pouvoir. Je pourrais ajouter à ces principes dont je te parlais tout à l'heure celui de l'autonomie politique : la Fucvam ne dépend d'aucun courant partisan, d'aucun parti politique. C'est cette autonomie qui lui donne la liberté d'affronter un gouvernement de droite, un gouvernement de coalition de gauche ou une dictature. Car ce qu'elle défend, ce sont les intérêts corporatifs, au sens positif du terme, du coopérativisme et de l'accès au logement et à une vie digne pour les citoyens et les citoyennes.

Quels ont été les outils de négociation et de mobilisation utilisés tout au long de votre histoire pour assurer le succès de cette expansion ?

Nous disons toujours que les mouvements sociaux doivent avoir une double vision et un double ancrage.

D'une part, dans la légalité, et en utilisant tous les mécanismes qui nous sont offerts, comme les tables rondes, où nous avons une

réunion permanente tous les 15 jours avec le ministère du Logement, afin d'examiner les problèmes qui se posent dans les coopératives, sur les chantiers, dans les retards de paiement des prêts, dans un cadre de négociation bipartite.

Mais nous avons également un ancrage dans l'illégalité. La grève des paiements est peut-être l'outil le plus puissant dont dispose le mouvement coopératif, car nous ne sommes pas une usine qui arrête la production ou l'exportation et cause un préjudice à l'entrepreneur. Le retour économique est ce qui fait le plus mal à l'État. En 2008, 170 coopératives ont cessé de payer l'État parce que, dans la lutte pour faire baisser les taux d'intérêt, nous avons appliqué la grève des paiements, après avoir été systématiquement rejetés dans les négociations. Il ne s'agit pas de faire les malins et de payer moins d'intérêts, mais d'une revendication légitime, car les taux hypothécaires avaient augmenté au-delà de ce que facturaient les banques privées. Cette absurdité a été commise par le gouvernement de gauche, qui a fait passer les taux de 2 % à 5 % par an, tout en coupant la voie du dialogue.

Nous nous réunissons tous les quinze jours avec le ministère du Logement, mais nous avons également un ancrage dans l'illégalité. La grève des paiements est peut-être l'outil le plus puissant dont dispose le mouvement coopératif en Uruguay.

D'autre part, la dénonciation publique est importante. Les marches de la Fucvam ont une caractéristique très distinctive : elles ne sont pas seulement suivies par les travailleurs, mais par toute la famille, car ce sont les habitants des maisons qui y participent.

Dans l'État espagnol, la Plateforme des personnes touchées par les hypothèques (PAH) ou le Syndicat des locataires travaillent à la coopérativisation d'immeubles occupés appartenant à la Sareb ou d'immeubles litigieux appartenant à des fonds d'investissement. Comment se sont déroulées vos relations avec d'autres mouvements pour le logement en Uruguay et quelles alliances avez-vous forgé ?

La Fucvam est la plus ancienne organisation de logement du pays, mais il existe d'autres collectifs.

Il y a un collectif qui a également vu le jour avec la loi de 1968, la Fecovi, avec laquelle nous partageons la catégorie d'utilisateurs, mais ces coopératives fonctionnent davantage avec l'épargne préalable, elles ne fonctionnent pas autant avec le modèle d'entraide en travaillant sur le chantier. L'État exige de chaque famille qu'elle épargne une somme importante, ce qui crée une différence en termes de niveau socio-économique et de revenus des familles. Mais même si elles ont cette capacité d'épargne, même si elles ont des revenus plus élevés, ce sont des utilisateurs, ce qui signifie qu'il y a un choix idéologique de ne pas alimenter le marché en tant que propriétaires du logement, grâce au droit d'usage.

Il y a ensuite le logement syndical, qui était une proposition de la PIT-CNT (centrale syndicale unique uruguayenne) en 2010. La Fucvam, bien qu'elle soit née au sein de la classe ouvrière organisée, a vu avec beaucoup de tristesse la création d'une fédération de logements syndicaux qui, paradoxalement, appartiennent à des propriétaires. Les travailleurs et travailleuses organisés qui ont lutté toute leur vie pour la collectivisation des moyens de production et la nationalisation des banques construisent des logements privés qui peuvent être vendus. Pendant toute la durée des travaux et la période d'amortissement, tous les avantages et les cadres de protection sont ceux des utilisateurs, mais ensuite, lorsque les travaux sont terminés, un nouveau contrat est signé, un nouvel acte notarié est établi et ils deviennent propriétaires de la maison construite grâce au prêt de l'État et peuvent la vendre au prix du marché. C'est le rêve du capitalisme et de la propriété.

Les ouvriers et ouvrières organisés qui ont lutté toute leur vie pour la collectivisation des moyens de production et la nationalisation des banques construisent des logements privés qui peuvent être vendus.

Il existe une très bonne relation avec la classe ouvrière, avec le syndicalisme. En fait, nous participons à un outil qui est pour nous

fabuleux, à savoir l'Intersocial, qui est le collectif qui coordonne les étudiants universitaires, les travailleurs organisés, les coopératives de logement affiliées à la Fucvam et les retraités. Ces quatre organisations forment l'Intersocial historique, qui a joué un rôle déterminant dans la phase finale de la chute de la dictature et dans la conclusion d'accords importants pour remporter des victoires et mener à bien les luttes populaires. Nous avons obtenu la réforme de la sécurité sociale, des signatures ont été recueillies et un référendum a été organisé. Aujourd'hui, nous voulons lancer depuis l'Intersocial la campagne en faveur de cet impôt sur les plus riches, car il s'agit de l'enfance et de l'impact sur les grands capitaux personnels et oisifs. En d'autres termes, cela n'affecte même pas les grandes entreprises, les capitaux productifs, mais uniquement les capitaux oisifs et personnels.

Que peut apporter le coopérativisme en matière de droit d'usage pour que les administrations publiques et les gouvernements comprennent que les crises du logement doivent être abordées de manière globale et en dehors du profit capitaliste afin de garantir le droit au logement ? En quelques mots, comment tenteriez-vous de les convaincre ?

Il y a ici un grand poète argentin qui a créé un personnage, Martín Fierro, un gaucho rebelle qui se battait contre l'autorité. L'auteur de *Martín Fierro* s'appelait José Hernández et disait que «la loi est comme un couteau, elle n'offense pas celui qui la manie». Il faut tout d'abord partir d'une analyse de la réalité, à savoir que les lois de notre pays n'ont pas été faites par les classes populaires, mais par les grands commerçants, les élites de la hiérarchie militaire et policière. Et la propriété privée reste sacrée, il est très compliqué de s'attaquer à la propriété privée. Même avec des gouvernements de gauche, ceux-ci refusent de discuter d'une réforme du système fiscal qui sanctionnerait ou du moins découragerait la spéculation immobilière. Il est essentiel de protéger la partie la plus faible du contrat de location.

Tout comme dans les domaines de la santé ou de l'éducation, où l'État intervient et fournit des services, dans le domaine du logement, l'intervention de l'État est toujours reléguée au second plan.

Si l'État promouvait la catégorie des utilisateurs comme politique d'État, il garantirait que de plus en plus de familles résolvent le problème du logement et ne nourrissent pas le marché spéculatif, les fluctuations de l'investissement privé.

Les lois dans notre pays n'ont pas été élaborées par les classes populaires, mais par les grands commerçants, les élites. Et la propriété privée reste sacrée, il est très compliqué de s'attaquer à la propriété privée.

Actuellement, l'État renonce à percevoir des impôts auprès des grands trusts immobiliers qui génèrent une bulle immobilière et reporte ce problème à plus tard, car entre-temps, il doit continuer à investir dans la construction de logements sociaux pour mettre fin aux zones inondables, aux bidonvilles, pour les retraités. Il a donc une double dépense, car il exonère le capital et doit continuer à investir dans le logement social. Le coopérativisme immobilier est en outre en concurrence très inégale avec le marché, car l'État exonère ce dernier d'un grand nombre d'impôts (patrimoine, IRPF, TVA, activités économiques, transmissions patrimoniales - la première vente de cet appartement est exonérée d'impôts, etc.) grâce à la loi sur le logement. Les coopératives ne bénéficient d'aucune exonération fiscale. Aucune. Non seulement nous sommes fortement pénalisés en tant que citoyens et citoyennes qui renoncent au recouvrement des impôts sur les grands capitaux, mais en plus nous payons tous les impôts.

Il serait donc très avantageux pour l'État d'investir dans un logement qui ne dépend pas des questions économiques, mais qui lui garantit qu'il s'agit d'argent prêté pour le logement et qui est construit.

Source : [El Salto](#), 19 février 2026. Traduction Richard Neuville pour le site [Autogestion](#).

Le Réseau international de l'économie des travailleur-euses

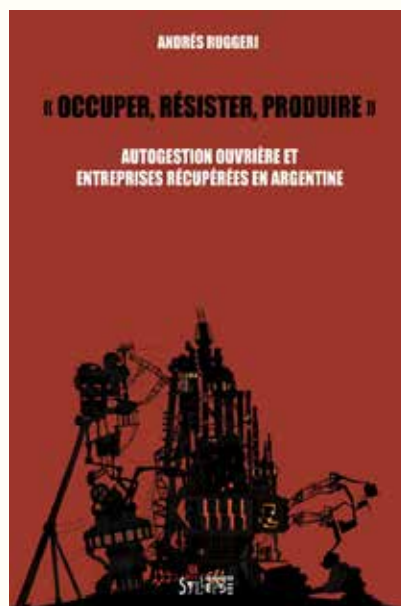
Il a été créé à Buenos Aires en 2007 pour accompagner le processus de récupération d'entreprises par les travailleur-euses. Impliqué dans le soutien actif à ce mouvement, il a rassemblé de la documentation, des travaux de recherche et mis en commun réflexions et débats.

La mise en place du programme Facultad Abierta au sein de l'université de Buenos-Aires a permis de développer des activités de coordination, de conseil et de formation, d'enquête sur la gestion ouvrière d'unités productives abandonnées par les patrons.

La nécessité de confronter les analyses sur ces expériences, de faire que se rencontrent les salarié-es impliqué-es dans ces luttes avec les universitaires et les activistes, a conduit à la création du Réseau de l'économie des travailleur-euses qui a organisé dix rencontres internationales, en Amérique latine et en Europe.

Dans *Adresses*, on pourra se reporter à :

- Richard Neuville, «L'économie des travailleur-euses, un réseau international et un concept en construction», [Adresses](#), n° 11/110, 9 avril 2025.
- Andrés Ruggeri, «Entreprises récupérées: la résistance à l'ultralibéralisme», [Adresses](#), n° 11/110, 9 avril 2025.
- Richard Neuville, «L'économie des travailleur-euses confronté au libertarisme», [Adresse](#), n° 19/223, 3 avril 2026.



HIER, C'ÉTAI DÉJÀ AUJOURDHUI

Réflexions sur la révolution espagnole de 1936

Andy Durgan

Dans la vaste littérature consacrée à la guerre civile, celle-ci est souvent présentée comme un combat entre la démocratie et le fascisme. Cette vision est quasi hégémonique dans certains milieux de gauche, dont beaucoup ont été historiquement influencés par le stalinisme. Mais une telle approche se heurte à la réalité sociopolitique de l'Espagne des années 1930.

L'échec de la démocratie

La polarisation sociale, économique et politique de l'État espagnol dans les années qui ont précédé la guerre civile, ainsi que l'échec consécutif de la démocratie bourgeoise ont déterminé le déclenchement tant du conflit armé que de la révolution¹. La victoire électorale du Front populaire en février 1936, loin d'ouvrir une nouvelle ère de réformes sociales, a mis en évidence l'incapacité de la démocratie républicaine à vaincre des classes dominantes déterminées à empêcher toute remise en cause de leur pouvoir. Le triomphe du Front populaire a déclenché une nouvelle vague de mobilisations des masses ouvrières, tant urbaines que rurales, que le gouvernement républicain, comme en 1931, a tenté de réprimer. De son côté, la droite a abandonné tout espoir de détruire la démocratie républicaine de l'intérieur et a opté pour le coup d'État militaire.

L'avenir de la République elle-même dépendait non seulement de ses ennemis de droite, mais aussi du mouvement ouvrier. Du côté des socialistes, la faction

révolutionnaire, dirigée par Largo Caballero, refusa de répéter l'expérience de 1931-1933 et imposa que le PSOE ne participe pas au nouveau gouvernement, laissant aux républicains la tâche d'«achever la révolution bourgeoise». Cette vision schématique du marxisme a eu pour conséquence que Largo Caballero et les siens n'avaient pas de stratégie pour la prise du pouvoir et se sont contentés d'attendre passivement que les républicains ouvrent la voie à un gouvernement socialiste. À l'inverse, la faction la plus social-démocrate d'Indalecio Prieto, soutenue par le PCE, défendait la nécessité de revenir à un gouvernement de coalition pour mener à bien le programme réformiste républicain. C'est cette dernière position qui fut adoptée par le mouvement socialiste en pleine guerre civile. L'aile gauche du PSOE, ayant perdu une partie de sa base au profit du stalinisme – notamment la Jeunesse socialiste (FJS) qui allait fusionner avec l'Union des jeunesses communistes pour fonder les Jeunesses socialistes unifiées (JSU) –, fut dépassée par les événements et finit par accepter la même position que ses rivaux sociaux-démocrates.

À la veille de la guerre civile, la CNT continuait d'exercer une grande influence sur le mouvement ouvrier catalan – le plus important de la péninsule – et disposait d'une présence très significative en Andalousie, en Aragon et dans le Pays valencien. De plus, dans les Asturies et à Madrid, où les socialistes étaient historiquement majoritaires au sein du mouvement ouvrier, la CNT disposait d'une force non négligeable².

1. Sur l'«échec» de la République, voir Joaquín Maurín, *Hacia la segunda revolución*, Tolède, *El Perro Malo*; et Andy Durgan, «90 aniversario de la II República. Razones de un fracaso», *Viento sur*, n° 175, 2021.

2. Parmi la vaste bibliographie consacrée à l'anarchisme avant et pendant la Guerre civile, on peut consulter :

Les militants et dirigeants syndicaux se divisaient entre anarcho-syndicalistes et divers courants plus purement anarchistes, dont le plus important était la Fédération anarchiste ibérique (FAI). Toutes ces tendances avaient en commun leur apolitisme.

Cependant, affaiblie par la répression et divisée idéologiquement, au cours des premiers mois de 1936, la CNT adopta une position moins intransigeante dans ses relations avec la gauche politique, ce qui peut être considéré comme un prélude à sa participation directe au gouvernement pendant la guerre.

Lors des élections de février 1936, afin d'obtenir la libération de ses milliers de militants emprisonnés, la CNT n'a pas mené de campagne d'abstention, comme elle l'avait fait en 1933, et sa «liberté de vote» a été un facteur qui a contribué à la victoire du Front populaire. En mai 1936, la CNT tint son IVe Congrès à Saragosse, qui constitua un tournant dans l'histoire de la CNT, tant sur le plan idéologique que par son appel apparent à l'unité ouvrière. Marqués par la répression de la commune asturienne d'octobre 1934, les délégués et déléguées plaidèrent en faveur d'une alliance révolutionnaire avec l'UGT comme premier pas vers la révolution sociale. Mais le congrès révéla également les limites de l'ouverture politique de la CNT. Alors qu'un long débat abstrait eut lieu sur la nature du communisme libertaire, la situation du moment ni la menace d'un coup d'État militaire ne furent abordées.

Le POUM, tout juste formé, défendait lui aussi l'unité ouvrière, mais par le biais de la réorganisation des Alliances ouvrières qui avaient joué un rôle clé dans le mouvement révolutionnaire de 1934. Le POUM opposait l'Alliance ouvrière, élément essentiel pour vaincre le capitalisme, au Front populaire, une alliance politique subordonnée au républicanisme petit-bourgeois. Dans le même temps, il insista sur la nécessité d'un grand parti révolutionnaire, facteur absent qui avait condamné le mouvement de 1934 à l'échec.

Le nouveau parti espérait rallier à ses rangs les secteurs les plus radicaux des socialistes, notamment la jeunesse. La chute de la Fédération de la jeunesse socialiste, tombée sous l'influence stalinienne au printemps 1936, porta un coup fatal à cet espoir.

Révolution

La révolution qui éclata en réponse au soulèvement militaire de juillet 1936 marqua la fin du cycle révolutionnaire qui avait débuté avec la victoire bolchevique de 1917. En quelques jours, comme l'aurait dit Andreu Nin, la classe ouvrière, les armes à la main, avait résolu «les problèmes fondamentaux» – la question agraire, celle de l'Église, celle de l'armée et celle de la Catalogne – que «la bourgeoisie libérale» n'avait pas résolu en cinq ans. La classe ouvrière ne luttait pas pour une république démocratique, mais pour la révolution socialiste³.

La pierre angulaire de cette révolution fut la collectivisation de l'industrie et de la terre : une expérience d'autogestion populaire unique dans l'histoire du mouvement ouvrier. Dans de nombreux cas, la prise de contrôle des entreprises ou des terres fut un processus spontané, bénéficiant par la suite du soutien des organisations ouvrières⁴. La collectivisation urbaine alla plus loin en Catalogne où, sous l'égide de la CNT, se concentra la moitié de l'industrie de l'État espagnol de l'époque. Dans le Pays valencien, la collectivisation fut également étendue, surtout dans l'agriculture. Outre celles de Valence, les collectivités agricoles les plus connues furent celles organisées par les anarchistes dans l'est de l'Aragon. Et bien que la présence des milices de la CNT dans la région ait joué un rôle important dans son développement, l'initiative était souvent locale, surtout dans les villages où l'instauration du communisme libertaire avait été proclamée lors du soulèvement anarchiste de décembre 1933.

José Peirats, *La CNT en la revolución española*. Madrid : Hamelyn, 1989 ; Julián Casanova, *De la calle al frente. El anarcosindicalismo en España*, Barcelone, Crítica, 2010 ; et Chris Ealham, *La lucha por Barcelona. Clase, cultura y conflicto 1898-1937*, Madrid, La Tormenta. 2026.

3. Andy Durgan, *El POUM. República, revolución y contrarrevolución*, Barcelone, Sylone/Siento sur, 2025, p. 88-89.

4. L'histoire la plus complète du processus de collectivisation reste celle de Walther Bernecker, *Colectividades y revolución social. El anarquismo en la Guerra Civil española. 1936-1939*, Barcelone, Crítica. 1982.

La collectivisation agricole s'est également étendue à l'Andalousie et à la Castille.

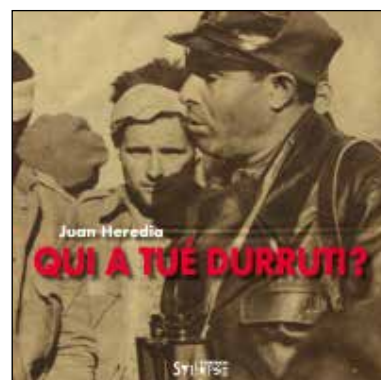
La révolution s'est également traduite par une occupation à grande échelle de l'espace urbain, avec la prise de bâtiments et leur transformation en sièges d'organisations antifascistes, en écoles, en hôpitaux et en restaurants populaires. De plus, pour de nombreuses femmes, la révolution et la guerre ont signifié «une rupture» avec leur «confinement traditionnel... au foyer et leur ont donné, pour la première fois, une visibilité publique collective⁵». Elles se sont engagées pour la première fois dans l'activité politique, en adhérant en masse aux organisations féminines antifascistes, en travaillant dans les usines et, dans une minorité de cas, en participant à la lutte armée.

Au cœur de toute la résistance à la rébellion se trouvaient les organisations ouvrières, et pas seulement là où la révolution sociale était la plus forte. Les syndicats et les partis ouvriers ont organisé des milices pour combattre les rebelles dans toute la zone républicaine. À l'été 1936, on comptait environ 150 000 miliciens combattant sur les différents fronts. Au-delà des bastions révolutionnaires de la Catalogne et du Pays valencien, dans d'autres régions, les syndicats sont intervenus dans l'industrie en mettant en place différentes formes de contrôle ouvrier.

Le Front populaire face à la guerre et à la révolution

Face à la supériorité militaire des rebelles, fortement approvisionnés par les puissances fascistes, les principaux partis du Front populaire – républicains, socialistes et communistes – ont estimé qu'il était nécessaire de présenter la guerre comme la défense de la démocratie bourgeoise afin de conserver le soutien des classes moyennes et d'obtenir l'aide militaire des démocraties occidentales, principalement la Grande-Bretagne et la France. Une telle position revenait à liquider, ou du moins à dissimuler, la révolution sociale en cours dans une partie importante de la zone républicaine.

Tant dans l'historiographie qu'à l'époque, on considérait que les classes moyennes, ou du moins un secteur de celles-ci, étaient



5. Mary Nash, *Rojas. Las mujeres republicanas en la Guerra Civil*, Madrid, Taurus, 2006, p. 92

représentées par les partis républicains de gauche. Le fait que ces partis aient joué un rôle central dans les gouvernements républicains de 1931 et de 1936 a renforcé l'idée de leur importance politique. Cependant, leur base sociale et électorale était éphémère. En dehors de la Catalogne, seul endroit où il bénéficiait d'un soutien massif (ERC), la base sociale du républicanisme de gauche était assez limitée, se situant essentiellement au sein de la petite bourgeoisie urbaine et de secteurs très spécifiques tels que les enseignants.

Les résultats électoraux des années de la République illustrent bien les limites de ce soutien. En 1931, hors Catalogne, 111 députés républicains de gauche ont été élus en coalition avec le PSOE et le Parti radical, et en 1936, 129 dans le cadre du Front populaire.

En 1933, sans faire partie d'une coalition au niveau national, ils n'ont obtenu que 14 sièges (contre 21 en Catalogne), dont 9 grâce à des accords locaux avec les radicaux et 5 grâce au soutien, également local, du PSOE⁶.

Au niveau international, les alliés apparemment naturels de la République, les démocraties libérales, à l'exception notable du Mexique, non seulement ont abandonné le gouvernement légitime en refusant de lui envoyer les armes nécessaires à sa défense, mais ont également promu la mascarade d'une politique de «non-intervention» qui s'est traduite par l'isolement quasi total de l'Espagne loyale. La participation de l'Allemagne et de l'Italie au Comité de non-intervention fut la preuve la plus flagrante du cynisme de cette politique infâme.

En réalité, ni la France ni la Grande-Bretagne n'avaient le moindre intérêt à soutenir un gouvernement apparemment faible dans un contexte de forte radicalisation politique et sociale. Le gouvernement du Front populaire français, acculé par les classes dominantes, les hauts responsables militaires et l'impérialisme britannique, a rapidement renoncé à toute intention d'envoyer des armes à la République. Le gouvernement britannique considérait Azaña comme le «Kerenski de l'Espagne» et, lorsque la guerre civile

éclata, estimait que le «bolchevisme» était sur le point de prendre le pouvoir. Les déclarations de ses ministres abondaient sur le fait que Franco était la meilleure option pour protéger les intérêts impériaux et capitalistes britanniques⁷.

Le stalinisme

Avec la dégénérescence de la révolution russe et l'arrivée au pouvoir de Staline, les partis communistes s'étaient retrouvés totalement subordonnés aux impératifs politiques de Moscou. Le virage du Kominintern vers la politique du Front populaire fut conditionné, avant tout, par la nécessité de contenir la menace que représentait l'Allemagne nazie pour la survie même de l'URSS. Cette menace rendait urgente la création, au niveau international, d'une alliance avec les démocraties, notamment avec la France, contre les puissances fascistes. Ainsi, le Front populaire fut l'expression nationale de la politique étrangère soviétique. L'adoption uniforme de cette nouvelle orientation par les partis communistes à cette époque ne résultait d'aucune analyse de la situation sociopolitique dans chaque pays.

Cependant, contrairement à la ligne désastreuse qui avait précédemment assimilé les partis socialistes au social-fascisme et les considérait comme le plus grand danger pour la classe ouvrière, le Front populaire répondait à la nécessité de faire face à la menace de l'extrême droite et a conduit à un essor de l'influence des communistes dans de nombreux pays, y compris en Espagne. Avec le déclenchement de la guerre, le PCE allait devenir le parti politique le plus puissant de la zone républicaine. Dès le milieu de l'année 1937, il comptait 300 000 membres – dix fois plus qu'avant juillet 1936 –, le PSUC, sa section catalane, plus de 50 000 membres et la JSU environ 250 000.

Cet essor de son influence s'expliquait par plusieurs raisons. La défense acharnée du Front populaire par les communistes attira vers le parti des personnes récemment politisées, opposées au soulèvement militaire et au fascisme, parmi lesquelles des secteurs petits-bourgeois effrayés par les excès de

6. Andy Durgan, «The 1933 elections in Spain and the Defeat of the Left», *Journal of the Association of Contemporary Iberian Studies*, vol. 5, n° 2, 1992.

7. Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo Veintiuno, 1996.

la révolution et les attaques contre la propriété privée. En défendant la centralisation militaire et une discipline de fer, les communistes ont également gagné le soutien de nombreux militaires de carrière qui étaient restés fidèles à la République. Mais surtout, le soutien militaire apporté à la République par l'URSS a contribué à accroître le prestige du PCE.

Un facteur souvent négligé pour expliquer la montée en puissance de l'influence communiste fut la persistance de son image de «parti de la Révolution russe» et son identification à la révolution. Le fait que le PCE, malgré son engagement en faveur de la défense de la démocratie républicaine, évoquât la nécessité d'une «démocratie d'un nouveau type», d'une «révolution populaire» et d'une «guerre nationale révolutionnaire» reflétait les réalités politiques et sociales de la zone républicaine. Le recours massif à des images soviétiques et à des méthodes révolutionnaires pour mobiliser la population de Madrid en novembre 1936 constitue un autre exemple de la relation apparemment confuse des communistes avec la démocratie bourgeoise. Il n'était donc pas difficile d'en conclure que le Front populaire était un intermède tactique nécessaire, une phase préliminaire, à l'instauration du socialisme. Ces ambiguïtés contribuent à expliquer l'attrait du stalinisme pour une partie importante de la FJS⁸.

En fin de compte, seul le PCE (en Catalogne, le PSUC), avec sa discipline et sa structure léniniste, et non les secteurs libéraux et réformistes, fut capable à la fois de mettre fin à la révolution sociale en cours dans la zone républicaine et de diriger politiquement l'effort de guerre du Front populaire.

L'anarchisme face au pouvoir

Après la défaite du soulèvement militaire sur près des deux tiers du territoire espagnol, le pouvoir fut exercé par d'innombrables comités, dont beaucoup relevaient du Front populaire, avec la participation directe de

la CNT. En Catalogne, les comités reflétaient l'influence de la révolution. Appelés pour la plupart comités «révolutionnaires» ou «antifascistes», leur composition dépendait de la force locale des différentes organisations. En général, leurs membres étaient désignés comme délégués par leurs organisations; rares étaient ceux qui étaient élus par la population locale⁹.

Pour pallier le manque de coordination et la fragmentation du pouvoir au cours des premières semaines dans la zone républicaine, différents types de comités furent organisés aux niveaux régional et provincial, presque tous soutenus par les organisations du Front populaire au niveau local, auxquelles s'ajoutait la CNT. Leur autonomie et leur radicalité variaient selon les lieux. Le plus important d'entre eux fut le Comité central des milices antifascistes (CCMA) en Catalogne. Le gouvernement catalan, incapable de gérer la situation, proposa aux forces ouvrières et républicaines la création d'un comité unitaire chargé de coordonner la lutte contre les forces insurgées. C'est ainsi que, le 21 juillet, le CCMA fut constitué avec une majorité front-populiste, même si les décisions du nouveau comité reflétaient la force de la révolution¹⁰.

Outre l'organisation militaire, le CCMA prit les premières mesures pour contrôler l'économie, avec le gel des comptes bancaires des personnes ayant soutenu le soulèvement et des mesures visant à aider les entreprises gérées par les travailleurs et travailleuses à continuer de verser les salaires.

Dans une grande partie du reste de la zone républicaine, des comités furent créés qui, à l'instar du CCMA, détenaient réellement le pouvoir pendant les premières semaines de la guerre civile. L'orientation politique de la plupart de ces comités reflétait l'influence des organisations du Front populaire.

8. Pour les exemples des contradictions dans la position des communistes vis-à-vis du Front populaire, voir Ronald Fraser, *Recuérdalo tú y recuérdalo a otros. Historia oral de la Guerra Civil española*, Barcelone, Crítica, 1979, t. 2, p. 30; et Andy Durgan, *Voluntarios por la revolución. La milicia internacional del POUM en la Guerra Civil Española*, Barcelone, Laertes, 2022, p. 30, 43-44.

9. Sur les comités, voir, par exemple : Josep Antoni Pozo González, *Poder legal y poder real en la Cataluña revolucionaria de 1936*, Séville, Espuela de Plata, 2012; et Andy Durgan, «La democracia de los trabajadores en la Revolución española, 1936-1937», dans Darío Azzellini, et Immanuel Ness (éd.), *Poder Obrero. Autogestión y control obrero desde La Comuna hasta el presente*, Madrid, La Oveja Negra, 2017.

10. Il y avait cinq délégués républicains, trois de la CNT, trois de l'UGT, deux de la FAI et un représentant chacun du POUM, du PSUC et de l'Unió de Rabassaires.

Cependant, la situation était tellement polarisée qu'à plusieurs endroits, ils agirent de manière nettement radicale, comme ce fut le cas avec les comités de Carthagène, Gijón, Málaga, Valence et, surtout, avec le Conseil d'Aragon, constitué en octobre et dominé par les anarchistes.

Mais le pouvoir des comités, totalement fragmenté, ne parvenant pas à se consolider, la révolution ne put triompher pleinement. Face à cette réalité, l'avenir de la révolution dépendait de la CNT, qui, pendant la guerre, avait doublé le nombre de ses adhérents pour atteindre 1 500 000 membres. Pour les anarchistes, la révolution était un fait dans la mesure où, dans une grande partie de ce qui

de la défaite des rebelles militaires à Barcelone, Juan García Oliver, l'un des leaders les plus influents de l'anarchisme radical, fit valoir que deux alternatives s'offraient à la CNT : « tout miser », ce qui signifierait instaurer « une dictature anarchiste », ou collaborer avec les autres forces antifascistes. Étant donné qu'une « dictature » était un anathème pour les anarchistes et compte tenu de la présence importante d'autres forces (notamment les socialistes), surtout en dehors de la Catalogne, ils optèrent pour la « collaboration ». Ainsi, presque dès le début, les dirigeants anarchistes se retrouvèrent pris au piège de l'ambiguïté entre leur défense de la révolution et leur pratique de collabora-



allait devenir la zone républicaine, la classe ouvrière contrôlait les rues, les usines et la terre. Cependant, les organisations ouvrières ne contrôlaient ni les communications, ni le commerce extérieur, ni le secteur bancaire. Surtout, avec la mise en place de l'Armée populaire à l'automne 1936, elles perdirent le contrôle de l'élément clé de la guerre et de la révolution : les forces armées.

Face au vide laissé par la quasi-désintégration de l'État républicain, le dilemme ne tarda pas à se poser pour les anarchistes. Dès le 21 juillet, lors de l'assemblée plénière régionale de la CNT catalane, au lendemain

tion avec l'État. En réalité, la dichotomie ne se situait pas entre « dictature » et « collaboration », mais entre l'unité ouvrière, au-delà des rangs anarchistes, pour la prise du pouvoir, et la subordination au Front populaire qui, tôt ou tard, signifierait la fin de la révolution.

Opposés à la création d'un nouvel État, ils finirent par collaborer avec l'État existant ou, pour être plus précis dans le cas de l'État espagnol en 1936, avec la reconstruction de l'État républicain. Début novembre 1936, alors que la situation militaire devenait de plus en plus critique, quatre anarchistes entrèrent au gouvernement républicain.

Le processus de contre-révolution au sein de la zone républicaine a atteint son paroxysme avec les combats de rue du début mai 1937¹¹.

Une semaine plus tard, la formation d'un gouvernement dirigé par le socialiste modéré Juan Negrín, sans la participation des anarchistes, marqua le renforcement définitif de l'État bourgeois et la suppression des secteurs les plus révolutionnaires, notamment le POUM, victimes d'une campagne de calomnies féroce menée par le stalinisme. Le dernier bastion de la révolution fut le Conseil d'Aragon, aux mains des anarchistes, qui fut dissous en août. En février 1938, la CNT, désormais pleinement engagée dans la collaboration avec l'État républicain, fit son retour au gouvernement.

Une alternative révolutionnaire était-elle possible ?

Il convient de se demander s'il existait une alternative à l'approche du Front populaire, qui consistait à mener une guerre pour défendre la démocratie au détriment de la révolution sociale. La stratégie militaire du gouvernement républicain rejetait le recours à des tactiques non orthodoxes ou révolutionnaires, en partie en raison de la nécessité pour ce dernier de maintenir à la fois le contrôle de la situation politique dans sa zone et de se présenter au monde comme un gouvernement libéral. Cependant, compte tenu de l'énorme supériorité matérielle de l'ennemi, l'adhésion du gouvernement républicain à une stratégie militaire orthodoxe avait peu de chances de réussir.

L'idée selon laquelle le Front populaire et l'anéantissement de la révolution ne constituaient qu'une position «pratique» dictée par les besoins militaires de la République est une erreur.

La politique du Front populaire, notamment sa subordination aux intérêts impérialistes, a eu des conséquences militaires. Par exemple, le fait que, dès le début, sous la pression du gouvernement britannique, la flotte navale, aux mains des marins, se soit

retirée du détroit de Gibraltar, a laissé le champ libre aux forces insurgées pour acheminer des milliers de soldats depuis l'Afrique du Nord vers la péninsule. De même, le refus – afin de ne pas nuire aux intérêts de l'impérialisme français – de proclamer l'indépendance du Maroc et de soutenir une insurrection nationaliste dans les arrières des forces fascistes a également favorisé les forces insurgées.

Une stratégie alternative aurait pu inclure la mobilisation massive de la population (comme ce fut le cas lors de la bataille de Madrid en novembre 1936), une guerre défensive de position, ainsi que le recours à des incursions éclair et plus limitées, combinées à une guerre de guérilla, évitant ainsi les affrontements massifs entre deux armées aux capacités nettement inégales. Parallèlement, des mesures telles que la déclaration d'indépendance du Maroc et le soutien militaire au mouvement indépendantiste marocain, ou encore la déclaration d'attribution de terres aux paysans, auraient pu contribuer à saper l'arrière-garde ennemie¹².

Il est bien sûr impossible de savoir si une stratégie de guerre révolutionnaire aurait pu aboutir, bien que la défense de Madrid soit révélatrice à cet égard. De plus, la situation internationale, dans laquelle tant les partis communistes que les sociaux-démocrates exerçaient une grande influence, n'était absolument pas favorable. Il est impossible de savoir quel impact l'existence d'un pouvoir révolutionnaire en Espagne aurait eu sur le mouvement ouvrier au-delà de ses frontières. Le précédent de 1917 laisse entrevoir la possibilité qu'il aurait pu servir de catalyseur et, par conséquent, amener d'autres courants politiques à exercer une plus grande influence sur la lutte des classes.

11. Parmi les ouvrages consacrés aux «événements de mai», celui d'Augustín Guillamón, *Insurrección. Las sangrientas jornadas del 3 al 7 del mayo del 1937*, Barcelone, Descontrol, 2018, présente un intérêt particulier.

12. Sur le débat sur l'hypothèse d'une guerre révolutionnaire, voir Fernando Claudin, *The Communist Movement. From Comintern to Cominform*, Harmondsworth, Penguin, 1975, p. 210-242; Abraham Guillén, *El error militar de las «izquierdas»*, Barcelone, Hacer, 1980; Ronald Fraser, *Recuérdalo tú y recuérdalo a otros. Historia oral de la Guerra Civil española*, Barcelone, Crítica, 1979, t. 2; Antony Beevor, *La Guerra Civil española*, Barcelone, Crítica, 2005, p. 464; Andy Durgan, «The People in Arms: Spain 1936», dans Mike Gonzalez et Houman Barekat (éd.), *Arms and the People. Popular Movements and the Military from the Paris Commune to the Arab Spring*, Londres, Pluto Press, 2013.

Guerre et révolution

Souvent, dans l'historiographie de la Guerre civile, la division entre les forces antifascistes est présentée comme une opposition entre ceux qui voulaient donner la priorité à la guerre (communistes, républicains et socialistes) et la CNT et le POUM, qui faisaient passer les intérêts de la révolution avant ceux de la guerre : une opposition entre la guerre ou la révolution. Il n'en a jamais été ainsi. Tant la CNT que le POUM ont défendu la nécessité de mener en même temps la guerre et la révolution, de mener une guerre révolutionnaire. Les deux étaient intrinsèquement liées. Le POUM, en particulier, avait une politique militaire claire qui prévoyait la création d'une armée révolutionnaire, sur le modèle de l'Armée rouge soviétique pendant la guerre civile russe. Mais une telle armée ne pouvait être constituée sans un gouvernement révolutionnaire fondé sur la démocratie par la base, sur des comités d'ouvriers, de paysans et de miliciens¹³.

Le POUM soutenait que, pour consolider la révolution, au moins en Catalogne, il fallait que la classe ouvrière prenne le pouvoir. Or, sans la CNT, un tel objectif était impossible. Parvenir à convaincre la CNT de cela, ou du moins une partie de celle-ci, devint très vite la principale préoccupation politique du POUM, mais, comme on l'a vu, il devait surmonter la conviction des anarchistes selon laquelle toute forme de pouvoir ou d'État révolutionnaire conduirait inévitablement à une dictature.

En fin de compte, ce qui a manqué à la révolution espagnole, c'est l'existence d'une organisation révolutionnaire dotée de la force nécessaire pour mener la prise du pouvoir. Une série d'obstacles a empêché le POUM, le « seul parti de la révolution » selon Andreu Nin, de devenir une telle organisation. Au-delà de ses propres erreurs, son manque de base en dehors de la Catalogne et sa courte existence – il avait été fondé un an auparavant – constituaient des obstacles difficiles à surmonter. Et sans direction politique, la révolution était vouée à l'échec.

Source: *Viento sur*, n°201, 11 juillet 2026.

13. Andy Durgan, *El POUM. República, revolución y contrarrevolución*, op. cit., p. 113-118.



